

Qui lutte vraiment contre la faim?

Enquête de la campagne FaimZERO de Peuples Solidaires en association avec ActionAid. Comprendre pourquoi un milliard de personnes souffrent de la faim.

SOUS EMBARGO JUSQU'AU VENDREDI 16 OCTOBRE 0h01

Sommaire

03	Première Partie: Qui lutte vraiment contre la faim?
03	FaimZERO
06	Retour en arrière
06	Solutions
08	Deuxième Partie: Classement FaimZERO
08	A. Examen des pays développés
08	Indicateur 1: Agriculture
10	Indicateur 2: Protection sociale
11	Indicateur 3: Agriculture Durable
12	Indicateur 4: Changement climatique
15	B. Examen des pays en développement
15	Indicateur 1: Faim
19	Indicateur 2: Cadre légal
20	Indicateur 3: Agriculture durable
21	Indicateur 4: Protection sociale
24	Troisième Partie: Bulletins de notes FaimZERO - Pays donateurs
36	Références

Première Partie: Qui lutte vraiment contre la faim?

Plus d'un milliard de personnes – un sixième de l'humanité – souffrent de la faim. Près d'un tiers des enfants dans le monde sont sous-alimentés.¹ Il s'agit là peut-être de l'une des plus grandes hontes de l'histoire récente, puisqu'il n'y a aujourd'hui aucune bonne raison, pour personne, de souffrir de la faim.

Même avant la crise alimentaire et financière, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique était extrêmement élevé, et ne diminuait qu'extrêmement lentement. Pourtant, au cours des trois dernières années, il a fait un bond de 20%. En 3 ans, 170 millions de personnes supplémentaires ont rejoint les rangs des affamés, l'équivalent de la population de l'Allemagne, de la France et du Canada réunis.²

Sans action concertée de la part des dirigeants mondiaux, le pire reste à venir. Dans les pays en développement, les prix des denrées alimentaires restent obstinément élevés;³ la récession mondiale touche les emplois et les revenus; et les changements climatiques ravagent l'agriculture pluviale.

Mais ce sont nos enfants, et ceux de nos enfants, qui paieront le prix le plus lourd de cet accroissement de la faim dans le monde. Les enfants sous-alimentés en gardent des séquelles cognitives et physiques irréversibles. Ils restent moins longtemps à l'école, puis en tant qu'adultes, gagnent moins bien leur vie. Leurs systèmes immunitaires sont affectés à vie, ils ont 12 fois plus de risques de mourir de maladies évitables et soignables. Les enfants de mères sous-alimentées souffrent de retard de croissance alors même qu'ils se trouvent encore dans le ventre maternel. La pérennité du cycle vicieux est assurée.⁴

Ce choix de la faim, c'est pourtant nous qui l'avons fait, car ce n'est évidemment pas un phénomène naturel. La faim commence avec les inégalités, entre hommes et femmes, entre riches et pauvres. Elle est accentuée par des politiques perverses qui considèrent la nourriture comme une denrée et non comme un droit. C'est à cause de ces politiques que la plupart des pays en développement ne produisent plus assez pour se nourrir, et que les agriculteurs sont parmi les plus affamés et

les plus pauvres du monde. Parallèlement, le monde développé se bat contre l'obésité grandissante.

Mais les politiques peuvent changer. Dans cette évaluation, Peuples Solidaires en association avec ActionAid suit les progrès spectaculaires réalisés par des pays qui traduisent le droit à l'alimentation en actions concrètes en pariant sur les agriculteurs les plus pauvres ou en mettant en place les mesures élémentaires nécessaires à la protection des plus vulnérables. Leurs succès donnent encore moins d'excuses à l'inaction et l'apathie des autres pays.

FaimZERO

Quand, en 1996, au sein des Nations Unies, les gouvernements ont adopté pour la première fois l'objectif de réduire la faim de moitié, ils ne partaient pas tous sur un pied d'égalité. Certains sortaient à peine de guerres civiles, alors que d'autres étaient confrontés à la pandémie rampante du Sida. D'autres encore, victimes de niveaux historiquement élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire, avaient plus de chemin à faire et moins de ressources à consacrer au voyage. C'est pourquoi nous avons conçu nos classements de façon à récompenser les efforts et les progrès, et non pas seulement les résultats. Et nous avons placé la barre plus haut pour les pays en développement les plus riches comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et l'Inde que pour les pays à faible revenu.

Nos indicateurs se basent sur les actions que l'ONU, dans son Cadre d'action global publié en 2008, a identifiées comme les plus cruciales pour renverser la tendance à la hausse de la faim dans le monde.⁵

Les pays en développement ont été notés selon quatre indicateurs : leur engagement législatif pour le droit à l'alimentation, leurs investissements dans l'agriculture et la protection sociale et leurs performances relatives à la faim et l'alimentation infantile. Les pays développés ont été classés en fonction de l'aide qu'ils apportent à l'agriculture et à la protection sociale et de leur engagement en faveur de

l'agriculture durable et de la lutte contre le changement climatique.

La deuxième partie de ce rapport, « Classement FaimZERO » compare les performances et les progrès entre les pays. La dernière partie du rapport, « Bulletins de notes FaimZERO par pays », porte un regard plus précis sur chacun des pays donateurs à travers des grilles d'évaluation récapitulatives.

Les résultats (Tableau 1) montrent que capacité et engagement dans la lutte contre la faim ne dépendent pas de la richesse. Des pays relativement pauvres ont fait des progrès frappants. Par contre, des pays à revenu moyen ont laissé la misère rurale s'installer profondément en plein cœur d'une richesse croissante. Le Pakistan par exemple ne fait pas mieux que des pays désespérément pauvres et déchirés par les conflits comme la Sierra Leone, bien que son revenu par habitant soit deux fois et demi plus élevé.⁶ Dans ce classement, l'Inde se situe derrière l'Éthiopie et le Cambodge.

Le Brésil est en tête du classement. Il montre ainsi ce qu'il est possible de faire quand l'État dispose à la fois de ressources et de volonté politique pour combattre la faim. Le Président Lula da Silva s'est donné pour objectif d'éradiquer la faim. En six ans, le programme Fome Zero (Faim Zero) a mis en place des banques alimentaires, des cuisines communautaires et des repas scolaires produits localement, simultanément à un soutien aux petites exploitations agricoles familiales et aux artisans de la réforme foncière. Résultat : la sous-alimentation infantile a diminué de 75% et la mortalité infantile de 45%.⁷

La Chine (2ème), grâce à de lourds investissements en faveur des agriculteurs pauvres et une répartition relativement équitable des terres, a réduit le nombre de personnes sous-alimentées de 58 millions entre 1990 et 2001. Désormais, moins de 9% de la population souffre de la faim.⁸

Le Ghana (3ème) a fait de la sécurité alimentaire une priorité nationale, qu'il a accompagnée d'un soutien régulier aux petits exploitants agricoles et d'une gouvernance démocratique et stable. Le Ghana a fait des progrès remarquables dans la lutte contre la faim – particulièrement pour un pays à faible revenu.⁹

Le Vietnam (4ème) a poursuivi ses réformes foncières et ses investissements dans les petites exploitations, et, grâce à des politiques sociales relativement fortes, a

Tableau 1 : Pays en développement: Notes, groupes et classements généraux

Pays	Total		
	Note (1/100)	Groupe (A – E)	Classement (1 – 29)
Brésil	63	B	1
Chine	59	C	2
Ghana	53	C	3
Vietnam	51	C	4
Malawi	51	C	4
Guatemala	48	C	6
Ouganda	46	C	7
Gambie	44	C	8
Sénégal	44	C	8
Nigeria	44	C	8
Kenya	42	C	11
Mozambique	42	C	11
Lesotho	41	C	13
Tanzanie	41	C	13
Bangladesh	41	C	13
Afrique du Sud	40	D	16
Rwanda	38	D	17
Éthiopie	36	D	18
Népal	35	D	19
Cambodge	35	D	19
Zambie	34	D	21
Inde	33	D	22
Guinée Bissau	32	D	23
Libéria	32	D	23
Sierra Leone	30	D	25
Pakistan	24	D	26
Haïti	23	D	27
Burundi	13	E	28
République démocratique du Congo	9	E	29

Classement des groupes :

A: 81 - 100 **B:** 61 - 80 **C:** 41 - 60 **D:** 21 - 40 **E:** 0 - 20

Le Vietnam est classé 4ème – devant le Malawi – en raison d'une prévalence de la faim plus faible

réussi à faire des progrès sans précédent, réduisant la pauvreté de moitié dans les années 1990, tout en maintenant des niveaux d'inégalités assez faibles.¹⁰

Même le Malawi (5ème), l'un des pays les plus pauvres de la planète, grevé par une épidémie de VIH dévastatrice, a engrangé de bons résultats en à peine trois ans. Grâce à des investissements massifs destinés à encourager les petits agriculteurs, il a triplé sa production pour stopper la famine qui menaçait presque un tiers de sa population.

Dans des contextes différents, nos cinq premiers pays ont emprunté des chemins différents. Néanmoins, ils présentent plusieurs points communs intéressants.

- Rejetant le dogme conventionnel de l'ère de l'économie de marché, tous ont conservé (ou réattribué) un rôle central de l'Etat dans l'agriculture, en particulier pour développer et soutenir les paysans pauvres (soit par l'intermédiaire de crédits, de recherches et développement, de technologie, de soutien aux revenus ou aux prix, de subventions, soit par une combinaison de ces mesures, spécifiquement destinées aux petits exploitants).
- Si ces pays ont aussi investi dans l'agriculture commerciale d'exportation, ils ont maintenu et introduit des politiques spécifiques garantissant le développement de la production d'aliments de base pour les marchés intérieurs.
- Soit ils bénéficiaient déjà d'une distribution relativement équitable des terres, soit ils ont mis en place des réformes foncières (bien que la réforme foncière brésilienne doive encore aller plus loin).
- Enfin, ils ont tous adopté des mesures fondamentales de protection sociale (même si au Malawi et au Ghana, elles n'en sont encore qu'au début, du fait de coupes budgétaires dans le domaine social imposées par les donateurs dans les années 1990).

Mais, mise à part une poignée de pays bons élèves, la plupart des pays en développement sont loin de faire ce qu'ils pourraient et devraient faire.

De plus, nos classements révèlent que la majorité des pays riches sont en train de renoncer à leurs engagements contre la faim (Tableau 2). Bien qu'ils aient adhéré à l'objectif des Nations Unies de « réduire la faim de moitié » en 1996 et de nouveau en 2000, l'aide publique des pays donateurs à l'agriculture est passée de 16,8% de l'ensemble de l'aide au développement en 1979, à seulement 3,4% en 2004 (Tableau 3).¹¹ La Grèce, le Portugal, l'Italie, les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande

Tableau 2: Pays développés: Notes, groupes et classements généraux

Country	Total		
	Note (1/100)	Groupe (A - E)	Classement (1 - 22)
Luxembourg	75	B	1
Finlande	50	C	2
Irlande	43	C	3
Norvège	42	C	4
Danemark	36	D	5
Suède	36	D	5
Pays-Bas	33	D	7
Royaume-Uni	32	D	8
France	28	D	9
Suisse	28	D	9
Belgique	25	D	11
Espagne	25	D	11
Autriche	21	D	13
Allemagne	19	E	14
Italie	19	E	14
Grèce	18	E	16
Australie	17	E	17
Portugal	17	E	17
Canada	16	E	19
Japon	13	E	20
Etats-Unis d'Amérique	8	E	21
Nouvelle-Zélande	7	E	22

Classement des groupes:

A: 81 - 100 **B:** 61 - 80 **C:** 41 - 60 **D:** 21 - 40 **E:** 0 - 20

sont les plus à blâmer. Et leurs contributions au développement de programmes de sécurité sociale sont toujours très faibles.

Les politiques des pays riches en faveur des agrocarburants contribuent à la volatilité des prix des denrées alimentaires, et menacent d'ébranler encore plus

les petits exploitants. L'Allemagne et les Etats-Unis détournent d'énormes sommes pour subventionner les intérêts de l'industrie des agrocarburants.

Pour atteindre la sécurité alimentaire mondiale, il est nécessaire que les pays industrialisés s'engagent plus rapidement dans la lutte contre le changement climatique. Les experts estiment que la production alimentaire pourrait baisser de 50% d'ici 2020 dans certaines régions d'Afrique, soit dans à peine plus de 10 ans.¹² Presque tous les pays riches sont fautifs sur ce sujet. Ils font trop peu pour réduire leurs propres émissions et donnent trop peu pour couvrir les coûts d'adaptation des pays en développement. Mais ce sont le Japon, l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande et les Etats-Unis qui sont les plus mauvais élèves.

Retour en arrière

La crise alimentaire de ce nouveau millénaire est le fruit amer de nombreuses années de financements insuffisants, de négligences politiques et d'échecs de l'économie de marché. Au moment des indépendances, l'Afrique était exportatrice de denrées alimentaires.¹³ Au cours des trente dernières années, en Afrique surtout, les programmes d'ajustement structurel (imposés par les donateurs et les prêteurs tels que le FMI et la Banque mondiale) ont renoncé au soutien étatique à l'agriculture et aux services sociaux élémentaires.

La crise alimentaire a durement rappelé que les marchés, seuls, ne peuvent pas assurer la sécurité alimentaire. De nombreux dirigeants dans le monde reconnaissent désormais la nécessité de politiques publiques fortes et efficaces pour combattre les inégalités, soutenir les paysans pauvres et protéger le droit à l'alimentation. En 2007, la Banque mondiale a reconnu que son appui à la libéralisation agricole s'est traduit en « coûts énormes pour la croissance et pour le bien-être des petits exploitants, menaçant leur compétitivité et, dans bien des cas, leur survie ».¹⁴ L'ancien Président américain Bill Clinton est allé plus loin: « nous lui avons porté un coup fatal » en considérant la nourriture comme n'importe quel autre produit, a-t-il déclaré. « C'est fou de penser que nous pouvons développer les pays partout dans le monde sans accroître leurs capacités à se nourrir » a-t-il ajouté.¹⁵ Les initiatives locales telles que le NEPAD en Afrique et la pression du MERCOSUR pour un cadre régional de sécurité alimentaire encouragent l'accroissement des investissements dans l'agriculture au Sud. De nombreux pays individuellement, notamment le Nigeria, l'Equateur, la Gambie et le Sénégal, ont annoncé des plans destinés à renverser la dépendance grandissante aux importations. Certains

donateurs commencent également à contrer petit à petit le déclin des aides à l'agriculture.

Depuis 2000, de plus en plus de pays en développement ont pris des mesures pour consacrer le droit légal à l'alimentation dans leurs constitutions et leurs législations. La tendance est en train de commencer à s'inverser lentement avec la mise en place d'un ensemble de mesures de protection sociale (de la loi indienne garantissant l'emploi rural, aux pensions de retraite universelles du Lesotho), vitales pour permettre aux plus pauvres d'exercer leur droit à l'alimentation.

Solutions

Les succès des meilleurs élèves dans notre classement montrent que nous avons déjà les réponses à la faim dans le monde. Les actions nécessaires sont claires : une forte implication étatique pour des investissements dans les petites exploitations qui produisent la majorité des denrées alimentaires des pays en développement, l'extension de la protection sociale pour les plus pauvres, la transformation du droit à une nourriture adéquate en un droit opposable, et la lutte contre le changement climatique.

Lors du Sommet du G8 à L'Aquila en juillet 2009, 27 pays ont accepté de conclure un nouveau partenariat mondial pour soutenir l'agriculture et la sécurité alimentaire, grâce à 20 milliards de dollars américains sur trois ans promis par les donateurs.¹⁶ L'engagement de coordonner les financements ainsi que les politiques est un progrès majeur. Mais jusqu'à présent, la plupart des donateurs n'ont pas confirmé leurs contributions à ce fonds. Peuples Solidaires en association avec ActionAid estime qu'une impulsion sérieuse pour lutter contre la faim dans le monde nécessiterait de la part des donateurs 20 milliards de dollars américains par an, soit trois fois plus que ce qui a été promis jusqu'à maintenant.¹⁷

Le Sommet des Nations Unies sur la sécurité alimentaire qui aura lieu en novembre 2009 sera l'occasion de tenir les promesses de L'Aquila pour que les pays en développement puissent prévoir l'avenir en toute confiance et agir avec l'ambition nécessaire. Les partenaires de ce nouveau fonds doivent annoncer le calendrier des contributions et commencer à débloquer les financements dans les six mois.

Alors que plus d'un milliard de personnes souffrent déjà de la faim, il n'y a plus une minute à perdre. Peuples Solidaires en association avec ActionAid demande aux dirigeants de travailler ensemble pour éradiquer la faim en mettant en œuvre les actions suivantes:

1. Petites exploitations agricoles durables

- Revenir sur des décennies d'indifférence à l'égard de l'agriculture en augmentant les allocations budgétaires des pays en développement jusqu'à un minimum de 10% du budget national dans le cadre de plans globaux nationaux de lutte contre la faim. Accroître l'aide des donateurs à l'agriculture d'au moins 20 milliards de dollars américains par an, et garantir que ces fonds soutiennent directement les plans nationaux en les allouant par l'intermédiaire d'un mécanisme de financement coordonné.
- Donner la priorité aux investissements en faveur des petits agriculteurs, en particulier les femmes, en soutenant une agriculture respectueuse du climat et à faible consommation d'intrants, comme le recommande l'Evaluation internationale des sciences et techniques agricoles pour le développement (IAASTD) des Nations Unies.
- Supprimer les subventions à la production d'agrocarburants, qui menacent directement la sécurité alimentaire.

2. Protection sociale du droit à l'alimentation

- Rendre le droit à l'alimentation justiciable, dans les constitutions nationales et les législations.¹⁸
- Accroître les investissements des donateurs comme ceux des pays en développement dans la protection sociale et les services sociaux essentiels. Les plans nationaux de lutte contre la faim devraient comprendre des programmes d'accroissement immédiat de la consommation de nourriture (comme des repas scolaires, des subventions aux céréales vivrières) ; d'amélioration des revenus (comme les pensions de retraite, les allocations familiales, les programmes « cash-for-work » / « argent contre travail ») ; et de renforcement des capacités humaines (comme des systèmes d'accès gratuit à l'éducation de base ou la santé).

3. Adaptation et lutte contre le changement climatique

- En tant que parties à un accord mondial équitable sur le climat à Copenhague en décembre 2009 les pays développés doivent accepter de limiter leurs émissions. Mais ils doivent également soutenir et pérenniser la mise en place de mesures d'adaptation et de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, à hauteur de 182 milliards de dollars américains par an.

Deuxième Partie: Classement FaimZERO

La campagne FaimZERO est une campagne internationale d'ActionAid, relayée par Peuples Solidaires, qui fait pression sur les gouvernements du Nord et du Sud pour qu'ils respectent leurs engagements dans la lutte contre la faim. Ce rapport cherche à analyser les performances des Etats riches et des Etats pauvres dans leurs actions pour faire du droit à l'alimentation, droit de l'Homme universel, une réalité. Si d'autres classements internationaux se concentrent sur l'échelle et l'ampleur de la faim au niveau national, ce rapport trouve son originalité dans le fait qu'il évalue également les mesures concrètes prises par les gouvernements pour l'éradiquer.

Ce classement FaimZERO vise à évaluer deux types de pays dans leur lutte contre la faim :

- A. les progrès de 22 pays riches (les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE) pour atteindre une juste contribution requise pour l'éradication de la faim dans le monde
- B. les progrès effectués par les 29 pays en développement qui participent à la campagne FaimZERO d'ActionAid pour le respect d'un droit fondamental de leurs populations, le droit à l'alimentation.

A. Examen des pays développés

Nous avons orienté le choix des pays développés évalués par ce rapport FaimZERO en fonction de contraintes liées à la disponibilité des données. Notre choix s'est donc restreint aux pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE).

L'échelle de notation reste la même pour l'ensemble des indicateurs :

- A: 81 % – 100%
- B: 61 % - 80%
- C: 41 % - 60%
- D: 21 % - 40%
- E: 0 % - 20%

Total

Total: moyenne générale

- Pour calculer la moyenne générale relative à tous les indicateurs, nous avons attribué des pondérations de 30% à chaque indicateur (Agriculture, Protection sociale et Changement climatique) et une pondération de 10% pour l'indicateur Agriculture Durable (du fait que les données sur les agrocarburants ne sont pas à jour).

Indicateur 1: Agriculture (AGRI)

Les pays développés versent-ils la juste contribution de crédits d'Aide publique au développement qu'ils sont supposés verser en soutien à l'agriculture des pays en développement?

Analyse des données :

Hypothèses générales :

- Cet indicateur analyse la part réelle de l'Aide publique au développement (APD) consacrée à l'agriculture en pourcentage de la juste contribution requise pour 2012.
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fait appel à un investissement supplémentaire de 30 milliards de dollars américains par an pour l'agriculture et les infrastructures rurales, ainsi qu'à des contributions supplémentaires pour l'aide alimentaire d'urgence. Le document de travail d'ActionAid « Let Them Eat Promises: How the G8 are failing the billion hungry » (Laissez-les se nourrir de promesses : Comment le G8 abandonne le milliard d'affamés), publié juste avant le Sommet du G8 en Italie en 2009, prévoit qu'au mieux, les pays en développement auront les moyens de financer un tiers de l'augmentation nécessaire. Si les pays en développement investissent 10 milliards de dollars américains de plus lors des trois prochaines années, cela signifie que des donateurs devront financer les 20 milliards de dollars manquants...

Tableau 3: Pays développés: Indicateur Aide à l'agriculture

Pays	Part d'APD (moyenne sur 2005 – 2007) consacrée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, en pourcentage des justes contributions requises pour 2012	Note pour Aide à l'agriculture (Groupe A à E)	Classement pour Aide à l'agriculture
Luxembourg	118	A	1
Suède	79	B	2
Norvège	76	B	3
Danemark	57	C	4
Pays-Bas	54	C	5
Belgique	47	C	6
Suisse	45	C	7
Finlande	44	C	8
France	36	D	9
Irlande	36	D	9
Allemagne	34	D	11
Royaume-Uni	32	D	12
Japon	29	D	13
Autriche	28	D	14
Canada	28	D	14
Espagne	26	D	16
Australie	24	D	17
Nouvelle-Zélande	19	E	18
Etats-Unis d'Amérique	19	E	18
Italie	16	E	20
Portugal	10	E	21
Grèce	9	E	22

Les financements bilatéraux et multilatéraux des donateurs sont aujourd'hui d'environ 8,4 milliards de dollars par an. Il reste donc encore à financer 28,4 milliards de dollars par an d'ici 2012. La présente évaluation FaimZERO réitère les mêmes suppositions.

- Les justes contributions requises sont calculées sur la base d'une méthodologie standard de distribution proportionnelle au montant total requis en fonction du PIB du pays, par rapport aux autres pays de l'OCDE.
Aujourd'hui, les contributions d'APD à l'agriculture sont calculées sur la base des dernières moyennes disponibles pour 2005-2007, suivant les codes CRC 310 : III.1. Agriculture, Forêt, Pêche
41030 : Biodiversité
43040 : Développement rural
72040 : Aide alimentaire d'urgence
- De plus, le montant du soutien budgétaire « crédité » est basé sur une estimation approximative (et certainement beaucoup trop généreuse) selon laquelle 5,5% des budgets des gouvernements des pays en développement sont consacrés aux secteurs en question. D'autre part, nous avons calculé les financements bruts acheminés par les agences multilatérales (en l'occurrence l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, la Commission européenne et le Fonds international pour le développement agricole) en fonction de leurs contributions respectives à l'agriculture.

Agriculture (AGRI) : Moyennes générales

- Les moyennes générales correspondent à la part d'APD versée qui contribue aux 28,4 milliards de dollars américains requis chaque année de la part des pays donateurs pour la sécurité alimentaire. Dans le cas exceptionnel du Luxembourg, dont la contribution d'APD à l'agriculture dépasse la juste contribution qu'il devrait verser, nous lui avons attribué la note maximale de 100.

Sources des données:

- Part d'APD (moyenne de 2005-2007) consacrée à l'Agriculture et à la Sécurité alimentaire, en pourcentage des justes contributions requises pour 2012
- Outil de recherche de l'OCDE sur les Statistiques internationales de développement <http://stats.oecd.org/qwids/> (dernière vérification par l'auteur le 5 août 2009)

Tableau 4: Pays développés: Indicateur Protection sociale

Pays	Part d'APD consacrée à la protection sociale, en pourcentage des justes contributions requises	Note pour Aide à la protection sociale (Groupe A à E)	Classement pour Aide à la protection sociale
Année	2005 – 2007 (moyenne)		
Luxembourg	130	A	1
Finlande	69	B	2
Irlande	55	C	3
Norvège	25	D	4
Portugal	23	D	5
Suisse	20	E	6
Danemark	13	E	7
Espagne	12	E	8
Suède	12	E	8
Belgique	11	E	10
Australie	9	E	11
France	9	E	11
Autriche	8	E	13
Canada	7	E	14
Pays-Bas	7	E	14
Royaume-Uni	6	E	16
Etats-Unis d'Amérique	6	E	16
Japon	4	E	18
Allemagne	3	E	19
Grèce	3	E	19
Nouvelle-Zélande	3	E	19
Italie	1	E	22

Indicateur 2: Protection sociale (PS)

Les pays développés versent-ils la juste contribution de crédits d'APD qu'ils sont supposés verser en soutien à la protection sociale des pays en développement?

Analyse des données:**Hypothèses générales**

- Cet indicateur analyse la part actuelle de l'APD consacrée à la protection sociale en pourcentage des justes contributions requises.
- Devereux et al (2008) estiment qu'un « ensemble minimum fondamental » comprenant une gestion communautaire de la malnutrition aiguë, des programmes d'assurance chômage, un système de retraite et la promotion de la croissance infantile coûterait collectivement 48,52 milliards de livres sterling (78,64 milliards de dollars américains) chaque année.
- De plus, nous estimons que les pays riches doivent assurer les deux tiers du poids financier. Ce calcul réitère la même supposition et attend donc des pays développés qu'ils investissent collectivement 52,4 milliards de dollars américains chaque année dans la protection sociale dans les pays en développement.
- Nous avons calculé les justes contributions requises de chaque pays sur la base d'une méthodologie standard de distribution proportionnelle au montant total requis en fonction du PIB du pays, par rapport aux autres pays de l'OCDE. Aujourd'hui, les contributions d'APD à la protection sociale sont calculées sur la base des dernières moyennes disponibles pour 2005-2007, suivant les codes CRC :
 - 11230: Aptitudes essentielles pour les jeunes et les adultes
 - 12240: Alimentation de base
 - 16010: Services sociaux / assistance sociale
 - 16020: Politique d'emploi et gestion administrative
 - 16050: Assistance multisectorielle pour les services sociaux de base
 - 16064: Atténuation de l'impact social du Sida/VIH
 - 52010: Programmes de sécurité alimentaire / Assistance alimentaire
- De plus, comme pour l'agriculture, nous avons calculé les financements bruts acheminés par les agences multilatérales (en l'occurrence la Commission européenne, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'UNICEF) en fonction de leurs contributions respectives à la protection sociale.

Protection sociale (PS): moyennes générales

- Les moyennes générales correspondent à la part d'APD consacrée à la protection sociale, en pourcentage des 52,4 milliards de dollars américains de juste contribution requise chaque année de la part des donateurs. Là encore, dans le cas exceptionnel du Luxembourg, dont la contribution d'APD à la protection sociale dépasse sa juste contribution requise, nous lui avons attribué la note maximale de 100.

Sources des données:

- Devereux S, Vaitla B et S H Swan (2008), Seasons of Hunger: Fighting Cycles of Quiet Starvation Among the World's Rural Poor (Les saisons de la faim: Lutter contre les famines cycliques chez les populations rurales pauvres), Action contre la Faim, Londres: Pluto Press
- Outil de recherche de l'OCDE sur les Statistiques internationales de développement <http://stats.oecd.org/qwids/> (dernière vérification par l'auteur le 5 août 2009)

Indicateur 3: Agriculture Durable (AD)

Analyse des données:

Sous-indicateur : Soutien financier aux agrocarburants

- Nous utilisons ce sous-indicateur comme un substitut permettant de déterminer les subventions subrepticement allouées aux agrocarburants par les pays développés.
- Pour l'Union européenne, les données ne concernent que les exemptions de taxes (environ 80% de l'ensemble du soutien de l'UE à l'industrie des agrocarburants).
- Nous avons utilisé les données de l'année 2006. Elles ne reflètent probablement pas les niveaux du soutien actuel. Les dernières données comparatives que nous avons obtenues remontent à 2006. Depuis, les chiffres ont certainement varié puisque les pays ont ajusté leurs taux de taxation et produisent de plus grandes quantités d'agrocarburant. En ce qui concerne le RU par exemple, les chiffres réels pourraient être en fait trois fois plus grands. En 2008, le RU a consommé environ 1,3 milliards de litres d'agrocarburant (<http://www.renewablefuelsagency.org/>). Avec une exemption de taxe de l'ordre de 20 pences par litre (correcte en septembre 2009), le montant total du soutien s'élève à environ 350 millions d'euros.
- Nous avons attribué à ce sous-indicateur des notes (en pourcentage) basées

Tableau 5: Pays développés: Indicateur Agriculture durable

Pays	Subvention aux agrocarburants par habitant (USD \$)	Signataire de l'IAASTD	Note pour Agriculture durable (Groupe A à E)	Classement pour Agriculture durable
Pondération	90%	10%		
Finlande	0.0	Oui	A	1
Irlande	0.4	Oui	A	2
Royaume-Uni	1.2	Oui	B	3
Grèce	0.0	Non	B	4
Luxembourg	0.1	Non	B	4
Danemark	0.3	Non	B	6
Pays-Bas	1.2	Non	B	7
Italie	1.6	Non	B	7
France	5.5	Oui	B	9
Espagne	2.4	Non	B	10
Australie	4.3	Non	C	11
Canada	8.6	Non	C	12
Autriche	13.6	Non	D	13
Suède	22.4	Oui	E	14
Suisse	...	Oui	E	15
Etats-Unis d'Amérique	21.0	Non	E	16
Allemagne	23.9	Non	E	17
Belgique	...	Non	E	17
Japon	...	Non	E	17
Nouvelle-Zélande	...	Non	E	17
Norvège	...	Non	E	17
Portugal	...	Non	E	17

sur le différentiel par rapport à la subvention maximum par personne attribuée aujourd'hui (qui est une subvention allemande de 23,9 dollars par personne). Nous donnons la note maximale de 80 à un pays sans aucune exemption de taxes car la plupart d'entre eux continuent de soutenir les agrocarburants par d'autres moyens.

$$= \frac{80 - (80 \times (\text{Coût de l'exemption de taxe par pers} - \text{Subvention minimum par pers}))}{(\text{Subvention maximum par personne} - 0)}$$

Puisque la subvention minimum par personne est 0, la formule peut aussi s'écrire plus simplement :

$$= \frac{80 - (80 \times \text{Coût de l'exemption suivante par personne})}{\text{Subvention maximum par personne}}$$

Sous-indicateur: Signataire de l'IAASTD

- L'Evaluation internationale des sciences et techniques agricoles pour le développement (IAASTD) est un processus de trois ans impliquant plus de 400 scientifiques et experts du monde entier. Ce processus demande aux décideurs politiques de reconnaître les externalités négatives de l'agriculture conventionnelle sur l'environnement, et de prendre en considération des solutions intégrées incluant un volet social plutôt que des technologies coûteuses et lourdement brevetées. De gros efforts ont été faits pour que les pays deviennent signataires de cette évaluation.
- Pour calculer des notes sur 100 relatives à la signature ou non de l'IAASTD, nous avons utilisé la simple formule suivante : « Oui » = 100, « Non / Absence de données » = 0

Agriculture Durable: moyennes générales

- Afin de calculer les moyennes générales relatives à cet indicateur, en pourcentage, nous avons attribué une pondération de 90% au sous-indicateur Soutien financier aux agrocarburants et une pondération de 10% au sous-indicateur Signataire de l'IAASTD.

Sources des données:

2. GSI (2007), Agrofuels at What Cost? Government Support for Ethanol and Biodiesel in the European Union (Les agrocarburants, à quel prix? Soutien gouvernemental à l'éthanol et au biodiesel dans l'Union européenne) Genève:

Global Subsidies Initiatives, Institut international pour le développement durable (IISD), Tableau 4.12 Estimation du coût des exemptions de taxes dans l'UE des 25 (2006), pages 46-47 et autre rapport disponible sur globalsubsidies.org

3. Signataires de l'IAASTD: agassessment.org/

Indicateur 4: Changement climatique (CC)

Les pays développés s'engagent-ils dans la lutte contre le changement climatique et pour le financement de l'adaptation des pays en développement?

Analyse des données:

Sous-indicateur : Objectifs contraignants de réduction des émissions de 40% d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 1990

- a. Le quatrième rapport d'évaluation du Panel intergouvernemental sur le changement climatique (IPCC) (<http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg3/ar4-wg3-chapter13.pdf> page 776) publié en 2007 recommandait aux pays riches d'adopter des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 25-40 % avant 2020 par rapport aux niveaux de 1990. De nombreux scientifiques ont depuis argumenté en faveur d'objectifs plus stricts et l'Alliance des petits Etats insulaires revendique un objectif de 45% de réduction avant 2020 (<http://unfccc.int/resource/docs/2009/awg7/eng/misc07.pdf> page 21).
- b. Peoples Solidaires en association avec ActionAid, sur la base des demandes des pays en développement, appelle à un objectif contraignant de 40% de réduction des émissions d'ici 2020, par rapport aux niveaux de 1990.
- c. Cet indicateur permet d'évaluer l'engagement des pays développés dans la lutte contre le changement climatique. Nous considérons comme des engagements les déclarations publiques des gouvernements, disponibles dans le domaine public à travers les médias, les sites Internet des gouvernements, etc.
- d. Nous avons attribué la plus haute note à tout pays ayant annoncé un objectif de 40%. Les autres reçoivent des notes proportionnelles en pourcentage, selon la formule suivante:

$$= \frac{100 \times \text{Cible du pays}}{40\text{jus}}$$

Tableau 6: Pays développés: Indicateur Changement climatique

Pays	Objectif contraignant de réduction des émissions de 40% d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 1990	Financement actuels de l'UNFCCC, en pourcentage des justes contributions requises	Note pour Changement climatique (Groupe A à E)	Classement pour Changement climatique
Mesure	Pourcentage	Pourcentage		
Pondération	50%	50%		
Royaume-Uni	34	0.4	C	1
Norvège	30	2.5	D	2
Luxembourg	20	4.4	D	3
Danemark	20	2.7	D	4
Autriche	20	0.0	D	5
Belgique	20	0.0	D	5
Finlande	20	0.9	D	5
France	20	0.2	D	5
Allemagne	20	0.5	D	5
Grèce	20	0.0	D	5
Irlande	20	1.0	D	5
Italie	20	0.1	D	5
Pays-Bas	20	0.6	D	5
Portugal	20	0.4	D	5
Espagne	20	0.1	D	5
Suède	20	0.5	D	5
Suisse	20	0.5	D	5
Japon	8	0.0	E	18
Australie	4	0.1	E	19
Canada	3	0.3	E	20
Nouvelle Zélande	...	0.7	E	21
Etats-Unis d'Amérique	...	0.0	E	21

Sous-indicateur: Financements actuels, en pourcentage des justes contributions requises par la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

- Le point de référence pour ces justes contributions requises se rapporte aux calculs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur l'adaptation, et des chercheurs de l'Union européenne sur l'atténuation de l'impact des changements climatiques. Ceux-ci estiment, a minima, que les pays en développement auront besoin d'au moins 182 milliards de dollars américains (135 milliards d'euros) par an jusqu'en 2020, en sus des engagements d'assistance déjà pris, 86 milliards de dollars allant à l'adaptation et 96 milliards de dollars à l'atténuation. Cf ActionAid (2009) Who should pay to tackle climate change in developing countries? (Qui doit financer la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement?) <http://www.actionaid.org/assets/pdf/Climate%20finance%20briefing%20in%20template%20May%202009%20FINAL.pdf>
- Peuples Solidaires en association avec ActionAid appuie sans équivoque la nécessité d'améliorer les mécanismes financiers placés sous la responsabilité de la Conférence des parties de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC) et qui devront lui rendre des comptes. Ainsi, selon les principales recommandations d'ActionAid, la Conférence des parties doit établir, sous sa responsabilité, des mécanismes financiers améliorés, avec une marge d'adaptation.
- Pour déterminer les contributions actuelles à l'UNFCCC, nous avons utilisé la base de données <http://www.climatefundsupdate.org/>. Nous supposons, dans notre grande générosité, que les chiffres disponibles reflètent des contributions annuelles, et non des totaux cumulés.
- Etant donné qu'ActionAid et Peuples Solidaires n'accordent que peu de crédibilité aux financements relatifs au changement climatique gérés en dehors de l'UNFCCC (comme le Fonds d'investissement climatique de la Banque mondiale par exemple), nous ne les avons pas intégrés dans nos calculs et nous nous sommes concentrés uniquement sur l'UNFCCC.
- Nous avons calculé les points de référence des justes contributions requises de chaque pays sur la base de l'indice de responsabilité-capacité d'Oxfam (RCI) (Raworth K, 2007, Adapting to climate change (S'adapter au changement climatique), Document de travail Oxfam, mai 2007) incluant un historique des émissions de CO2 (depuis 1992) et des capacités (Indice de développement humain). Nous supposons que les principes du RCI s'appliquent à la fois à

ceux qui doivent financer l'atténuation et l'adaptation dans les pays en développement. Nous avons traduit les pourcentages du RCI en financements attendus par rapport aux 182 milliards de dollars américains requis chaque année jusqu'en 2020.

- Nous avons ensuite comparé ces justes contributions requises avec les contributions actuelles, selon une formule simple permettant de déterminer des notes en pourcentage
= Sommes allouées à l'UNFCCCx 100
Juste contribution requise annuelle par rapport aux 182 milliards de dollars requis d'ici 2020)

Changement climatique: moyennes générales

- Pour calculer les moyennes générales relatives à cet indicateur, en pourcentage, nous avons attribué une pondération égale à chacun des deux sous-indicateurs soit 50%.

Sources des données:

1. Les financements alloués à l'atténuation des risques du CC et l'adaptation, par l'intermédiaire de l'UNFCCC sont décrits ici :
<http://www.climatefundupdate.org/listing/least-developed-countries-fund> et
<http://www.climatefundupdate.org/listing/special-climate-change-fund>
(dernière vérification par l'auteur le 3 septembre 2009)
2. Le paquet Climat/Energie de l'UE http://ec.europa.eu/environment/climat/climate_action.htm (dernière vérification par l'auteur le 3 septembre 2009) fixe un objectif collectif de 20% - la répartition exacte entre les pays membres n'a pas encore été approuvée.
3. Les Etats-Unis n'ont actuellement aucun objectif contraignant de réduction des émissions. Cependant, le Congrès américain est en train de préparer une législation sur le climat. La Chambre des représentants a adopté une proposition de loi qui inclut un objectif de réduction des émissions d'environ 4% en dessous des niveaux de 1990 d'ici 2020. Le Sénat américain n'a pas encore présenté sa version de la proposition.

Changement climatique: moyennes générales

- Pour calculer les moyennes générales, en pourcentage, pour cet indicateur relatif à l'adaptation et à l'atténuation, chaque sous-indicateur s'est vu attribuer une pondération égale de 50%.

B. Examen des pays en développement

Les 29 pays en développement choisis pour cette évaluation sont ceux qui participent à la campagne FaimZERO d'ActionAid. ActionAid est présent dans ces pays et travaille avec des partenaires sur le terrain qui peuvent fournir une information de première main sur les politiques de leurs gouvernements et les programmes de lutte contre la faim.

Pour choisir ces pays, il a fallu également prendre en considération la disponibilité de données comparatives relativement fiables à travers plusieurs indicateurs. Comme l'indépendance autoproclamée du Somaliland n'a encore été reconnue par aucune organisation internationale, il était impossible de nous procurer des données comparatives et nous n'avons pas pu évaluer ses performances dans cette étude. Le Zimbabwe a lui aussi été exclu de l'évaluation du fait de doutes sur la fiabilité de ses statistiques officielles.

Les statistiques sur la faim et la sous-alimentation infantile proviennent respectivement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les données sur les autres sous-indicateurs proviennent de rapports gouvernementaux nationaux, de recherches universitaires et d'enquêtes. Néanmoins, il convient de noter que certains chiffres, notamment ceux provenant de sources gouvernementales sur les budgets alloués à l'agriculture, sont susceptibles d'avoir été surestimés.

Du fait de l'absence de données dans certains cas, nous avons dû nous baser sur un certain nombre de suppositions pour établir la méthodologie de calcul, de notation et de classement utilisée dans ce rapport. Cette section détaille les lacunes dans les données, les hypothèses et les méthodes de calcul utilisées, pour une complète transparence.

L'échelle de notation est la même pour l'ensemble des indicateurs:

- A: 81% – 100%
- B: 61% - 80%
- C: 41% - 60%
- D: 21% - 40%
- E: 0% - 20%

Total

Total: moyenne générale

Pour calculer la moyenne générale à partir de tous les indicateurs, nous avons attribué une pondération de 50% à l'indicateur Faim, de 20% à chacun des indicateurs Agriculture durable et Protection sociale et de 10% à l'indicateur Cadre légal. Ainsi, il est logique qu'une diminution de l'ampleur et de l'intensité de la faim soit l'indicateur de résultat le plus crucial. Les autres indicateurs ont forcément besoin d'un temps de gestation et dépendent de la qualité, de l'ampleur et de l'efficacité des initiatives pour se traduire dans les faits en une réduction du nombre de personnes souffrant de la faim. Néanmoins, ils expriment des directions politiques importantes vers l'objectif d'une FaimZERO sur la planète. Nous sommes persuadés que les engagements gouvernementaux et politiques doivent être évalués sur la base d'actions concrètes dans chacun de ces domaines, dans l'objectif ultime d'éradiquer la faim.

Indicateur 1: Faim (F)

Les pays ont-ils progressé vers l'éradication de la faim dans son ampleur et dans son intensité?

Analyse des données:

Hypothèses générales:

- Les classements évaluent les pays non seulement sur les initiatives qu'ils ont entreprises pour éradiquer la faim dans le monde, mais aussi sur l'ampleur et l'intensité de la sous-alimentation.
- Pour évaluer l'ampleur de la faim parmi les populations nationales dans leur ensemble, deux sources alternatives de données étaient disponibles. Le dernier rapport de la FAO pays par pays calcule la sous-alimentation en pourcentage de la population (en se basant sur la part de la population dont les apports alimentaires énergétiques sont insuffisants, sur une période de trois ans comprise entre 2003 et 2005, la FAO anticipe la crise des prix alimentaires).
- L'autre option était d'utiliser les toutes récentes projections 2008 du Département américain de l'Agriculture (USDA) qui sont elles-mêmes issues de la base de données de la FAO. Mais, ces projections de l'USDA pour 2008 souffrent de nombreuses lacunes dans leurs estimations de la faim dans des pays clés tels que la Chine et le Brésil. C'est pourquoi nous ne les avons pas utilisées.
- Selon la FAO, la sous-alimentation renvoie à la situation d'une population qui n'a pas accès à une quantité suffisante d'aliments pour satisfaire ses besoins

Table 7: Pays en développement: Indicateur Faim

Pays	Ampleur de la faim		Intensité de la faim	Note FaimZERO (Groupe)	Classement
	Prédominance d'enfants de moins de cinq ans rachitiques	Personnes souffrant de la faim (en pourcentage de la population nationale)	Déficit alimentaire de la population sous-alimentée		
Année	2000 - 2006	2003 - 2005	2003		
Pondération	75%		25%		
Chine	7	9	Elevé	B	1
Ghana	19	9	Modéré	B	1
Ouganda	19	15	Elevé	B	3
Vietnam	20	14	Elevé	B	4
Sénégal	15	26	Elevé	B	5
Lesotho	17	15	Elevé	C	6
Brésil	4	6	Elevé	C	7
Gambie	15	30	Elevé	C	8
Kenya	17	32	Elevé	C	8
Guatemala	18	16	Elevé	C	8
Malawi	18	29	Elevé	C	11
Nigeria	27	9	Elevé	C	11
Nepal	39	15	Elevé	C	11
Tanzanie	17	35	Elevé	C	14
Cambodge	28	26	Elevé	C	14
Guinée Bissau	22	32	Elevé	C	16
Rwanda	18	40	Intense	C	17
Mozambique	21	38	Intense	C	18
Libéria	23	40	Intense	C	19
Bangladesh	39	27	Elevé	C	19
Zambie	23	45	Intense	D	21
Afrique du Sud	9	5	Modéré	D	22
Sierre Leone	25	47	Intense	D	23
Ethiopie	35	46	Intense	D	24
Haïti	19	58	Aigu	D	25
Pakistan	31	23	Elevé	D	26
Inde	44	21	Elevé	E	27
Burundi	39	63	Intense	E	28
République démocratique du Congo	34	76	Aigu	E	29

énergétiques lui permettant de se maintenir en bonne santé et de mener des activités physiques légères avec un rapport minimum poids/taille acceptable. Il convient de noter que les seuils de la faim de la FAO ont été récemment réduits à 1600 kilocalories par personne par jour. D'un seul coup, des millions de personnes ont ainsi disparu des statistiques de la faim.

- Au niveau national, les gouvernements, les organisations universitaires et la société civile ont eux aussi établi leurs propres seuils alimentaires minimums (qui diffèrent souvent entre les zones rurales et les zones urbaines), mais les données qui en découlent ne permettent pas des comparaisons entre pays.
- Le second ensemble d'estimations utilisé pour évaluer l'étendue de la faim est la prédominance dans les pays d'enfants de moins de cinq ans rachitiques. Les normes de croissance de l'enfant publiées par l'OMS indiquent la proportion d'enfants souffrant d'amaigrissement et/ou de retard de croissance.
- Nous avons choisi de ne pas utiliser le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans car il ne reflète que partiellement la synergie fatidique qui existe entre un régime alimentaire inadapté et des environnements insalubres.
- Pour noter les pays en fonction de l'ampleur de la faim, nous avons choisi de faire une simple moyenne de deux sources de données différentes : l'estimation de la sous-alimentation en pourcentage de la population (FAO) et la prédominance d'enfants de moins de cinq ans rachitiques (OMS).
- Malgré le risque d'une sorte de double-comptage, nous avons choisi de faire la moyenne de ces deux ensembles de données, et ce, pour plusieurs raisons: (1) les données de la FAO sont des moyennes couvrant la période 2003-2005 alors que les données de l'OMS sur les enfants ne sont pas des moyennes, sauf pour la dernière année de la période couverte 2000-2006 ; (2) les données 2003-2004 de la FAO se basent sur des estimations macro de projections de populations, de la nourriture disponible et de l'inégalité de la distribution de nourriture par rapport aux seuils de la faim qui varient chaque année et entre les pays dans le monde, alors que les données de l'OMS se fondent sur de vastes enquêtes primaires au niveau national ; et (3) puisque les enfants sont les plus vulnérables à la sous-alimentation avec de possibles séquelles irréversibles à vie, la mesure de la sous-alimentation infantile en parallèle à celle de la population dans son ensemble permet de s'assurer que leur vulnérabilité n'est pas subsumée dans des moyennes de population.
- Le Sommet mondial de l'alimentation ainsi que les Objectifs de développement du millénaire visent à « réduire la faim de moitié » d'ici 2015. Le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 appelait à réduire le nombre de personnes souffrant de la faim de 50% avant 2015. Selon l'ODM 1, les Etats se sont engagés à «

réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes souffrant de la faim ». Néanmoins, et parce que nous considérons que ces objectifs ne vont pas assez loin, nous avons pris le parti d'évaluer les progrès effectués pour une éradication totale de la faim.

- Afin de garantir que les pays les plus riches sont évalués sur la base des efforts plus grands que l'on attend d'eux pour éradiquer la faim, nous avons classé les pays sélectionnés en trois catégories - à faible revenu, à revenu moyen inférieur et à revenu moyen supérieur - , sur la base des dernières données disponibles dans la classification pays de la Banque mondiale de juillet 2009 quant au revenu national brut (RNB) par habitant, et nous avons attribué individuellement des notes à chaque catégorie de pays.
- La méthodologie analytique de la classification pays de la Banque mondiale classe les économies en fonction de leur RNB par habitant en 2008, calculé selon la méthode Atlas de la Banque. Les groupes sont les suivants : faible revenu, moins de 975 USD; revenu moyen inférieur, 976-3 855 USD ; revenu moyen supérieur, 3 856 – 11 905 USD ; revenu élevé, plus de 11 906 USD.
- Le sous-indicateur de l'ampleur de la faim représente 75% de la note alors que celui de l'intensité de la faim compte pour 25%. Le premier concerne la population dans son entier (avec un accent particulier porté sur les enfants qui sont les plus vulnérables) alors que le second analyse l'intensité de la faim chez ceux qui sont sous-alimentés ou privés de nourriture.

Sous-indicateur: Ampleur de la faim

- Tout d'abord, pour pouvoir noter les pays en fonction de l'ampleur de la faim, nous avons choisi d'utiliser une simple moyenne de deux sources de données: les estimations de la sous-alimentation en pourcentage de la population (FAO) et la prédominance d'enfants de moins de 5 ans rachitiques (OMS).
- Ensuite, nous avons divisé les pays sélectionnés en trois catégories (à faible revenu, à revenu moyen inférieur et à revenu moyen supérieur) en nous appuyant sur la classification de la Banque mondiale et nous avons calculé une moyenne, un minimum et un maximum pour chaque ensemble de pays.
- Ensuite, nous avons utilisé une double formule pour attribuer des scores, à partir de la méthode de distribution normale de la courbe de Gauss, et pour évaluer chaque ensemble de pays en fonction de leur déviation de leur moyenne respective. Si l'ampleur de la faim dépasse la moyenne respective de chaque ensemble de pays (plus le pays est touché par la faim, plus sa note est faible), la formule utilisée pour leur attribuer une note en pourcentage situé entre 0 et 50 est la suivante:

$$= \frac{50 - (\text{Pays} - \text{Moyenne} \times 50)}{\text{Maximum} - \text{Moyenne}}$$

La seule exception concerne les pays à revenu moyen supérieur. Dans ce cas, le minimum des pays à revenu moyen inférieur est utilisé à la place du maximum, pour alléger leurs pénalités, déjà grandes.

- Néanmoins, nous partons du principe qu'un pays qui a réussi à atteindre l'objectif de FaimZERO obtiendra 100 points. Si l'ampleur de la faim est inférieure à la moyenne respective de chaque ensemble de pays, alors la formule utilisée pour l'attribution de notes comprises entre 50 et 100 est la suivante:

$$= \frac{100 - [(\text{Pays} - \text{Minimum}) \times 50]}{\text{Moyenne} - \text{Minimum}}$$

Quoi qu'il en soit, nous partons du principe qu'un pays qui a réussi à atteindre l'objectif de FaimZERO obtiendra 100 points. Dès lors, puisque dans tous les cas, le minimum est considéré comme zéro, la formule peut aussi être la suivante:

$$= \frac{100 - [(\text{Pays} - 0) \times 50]}{\text{Moyenne} - 0}$$

- Du fait de cette évaluation différentielle des différents ensembles de pays, en fonction de leurs revenus, les pays à revenu moyen supérieur, par exemple l'Afrique du Sud, obtiendront, à progrès égaux, des notes substantiellement inférieures à celles des pays à revenu moyen inférieur comme la Chine. En effet, nous attendons plus des premiers, du fait de leur plus grande richesse, dans l'éradication de la faim. De même, le Vietnam, pays à faible revenu, se voit attribuer une note plus élevée que le Guatemala, pays à revenu moyen inférieur, pour des progrès comparables.

Sous-indicateur: Intensité de la faim

- L'intensité de la privation de nourriture, mesurée par la FAO, montre à quel point les besoins énergétiques minimaux des personnes privées de nourriture ne sont pas satisfaits. Elle correspond à la différence entre les besoins énergétiques minimaux et la consommation énergétique moyenne d'une population sous-alimentée (privée de nourriture). L'intensité de la privation de nourriture est faible quand elle est inférieure à 200 kilocalories par personne par jour ; elle est haute quand elle dépasse 300 kilocalories par personne par

jour. Plus le manque de nourriture est important, plus les risques pour la santé résultant de la sous-alimentation sont élevés.

- Pour classer les pays en fonction de l'importance des privations, nous avons formulé l'hypothèse suivante en fonction de l'étendue du déficit alimentaire d'une population sous-alimentée (kcal/personne/jour)
Déficit alimentaire >400 = « Aigu », >300 = « Intense », >200 = « Elevé », <200 = « Modéré »
- En partant du principe que le déficit alimentaire maximum est de 450 kcal/personne/jour, pour calculer les notes relatives à cet indicateur, nous avons utilisé la formule suivante:

$$= \frac{100 - [\text{Déficit alimentaire de la population sous-alimentée (kcal/personne/jour)} \times 100]}{450}$$

Faim: moyennes générales

Pour calculer les moyennes générales relatives à cet indicateur, nous avons attribué 75% de la note aux progrès faits pour réduire l'ampleur de la faim et 25% à ceux relatifs à l'intensité de la faim. L'Afrique du Sud est le seul pays n'ayant obtenu aucune note pour cet indicateur, du fait du manque de données.

Sources des données:

1. Ampleur de la faim : les données moyennes pour la période 2003-2005 sur la proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale sont tirées du rapport de la FAO L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008 : Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives, Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture http://www.fao.org/publications/sofi/index_fr.htm
2. Les estimations concernant la prédominance d'enfants de moins de cinq ans rachitiques proviennent de l'OMS | Système d'information statistique de l'OMS (WHOSIS) <http://www.who.int/whosis/en/>
3. La dernière classification pays de la Banque mondiale (BM) de juillet 2009 en fonction du RNB par habitant 2008 est téléchargeable ici: <http://siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS/Resources/CLASS.XLS>
4. Intensité de la faim: les données pour la période 2003-2005 sont tirées du site Internet de la division de la statistique de la FAO fileadmin/templatess/documents/food_security_statistics/Depth_Hunger_en.xls (Tous les hyperliens ont été vérifiés par l'auteur le 31 août 2009)

Table 8: Pays en développement: Cadre légal

Pays	Garantie constitutionnelle	Garantie législative	Note pour Cadre légal (Groupe: A à E)	Classement pour Cadre légal
Pondération	33%	67%		
Brésil	Moyennement élevée	Oui	A	1
Guatemala	Moyennement élevée	Oui	A	1
Afrique du Sud	Elevée	En cours	C	3
Malawi	Moyennement élevée	En cours	C	4
Ouganda	Moyennement élevée	En cours	C	4
Inde	Moyennement faible	En cours	D	6
Mozambique	Faible	En cours	D	7
Rwanda	Faible	En cours	D	7
Haïti	Elevée	Non	D	7
Ethiopie	Moyennement élevée	Non	D	10
Nigeria	Moyennement élevée	Non	D	10
Bangladesh	Moyennement élevée	Non	D	10
Népal	Moyennement élevée	Non	D	10
Pakistan	Moyennement élevée	Non	D	10
RDC*	Moyennement faible	Non	E	15
Ghana	Moyennement faible	Non	E	15
Kenya	Moyennement faible	Non	E	15
Libéria	Moyennement faible	Non	E	15
Sierra Leone	Moyennement faible	Non	E	15
Tanzanie	Moyennement faible	Non	E	15
Burundi	Faible	Non	E	21
Gambie	Faible	Non	E	21
Senegal	Faible	Non	E	21
Cambodge	Faible	Non	E	21
Lesotho	Très faible	Non	E	25
Zambie	Très faible	Non	E	25
Chine	Très faible	Non	E	25
Vietnam	Très faible	Non	E	25
Guinée Bissau	...	Non	E	29

* République démocratique du Congo

Indicateur 2: Cadre légal (CL)

Les pays font-ils preuve d'une réelle volonté politique pour garantir une protection constitutionnelle et légale du droit à l'alimentation?

Analyse des données:

- En ce qui concerne les clauses constitutionnelles, nous avons identifié les constitutions contenant des clauses explicites sur le droit à l'alimentation en tant que droit séparé et autonome (indépendamment du fait de savoir si ce droit est justiciable)
- Les garanties légales renvoient aux lois nationales ; nous n'avons pas examiné quels pays fournissent une protection juridique issue de l'application directe des traités internationaux sur les droits de l'Homme.

Sous-indicateur: Garanties constitutionnelles

- La méthode que nous avons adoptée pour classer les pays est une version modifiée de celle créée par Vidar (2006), « State Recognition of the Right to Food, at the National Level » (Reconnaissance par les Etats du droit à l'alimentation, au niveau national), Document de recherche n°2006/61, UNU-WIDER.

Elevées: constitutions contenant des clauses explicites relatives à un droit séparé et autonome

Moyennement élevées: constitutions mentionnant explicitement le droit à l'alimentation mais pas comme droit séparé et autonome

Moyennement faibles: ces constitutions protègent implicitement le droit à l'alimentation, dans des clauses plus larges concernant le droit à des conditions de vie décentes, ainsi que dans des clauses sur la sécurité sociale ou le droit des travailleurs, ou les deux. Elles permettent ainsi un degré élevé de protection du droit à l'alimentation. La protection fournie peut être mentionnée dans une ou plusieurs sections de ces constitutions.

Faibles: ces constitutions garantissent soit le droit à des conditions de vie décentes, soit une sécurité sociale et le droit des travailleurs. Cette catégorie inclut également les constitutions appliquant directement la Convention internationale des Nations Unies sur les droits économiques et sociaux.

Très faibles: ces constitutions protègent seulement le droit à la sécurité sociale ou le droit à un salaire minimum ou font état d'autres clauses, moins importantes, telles que la protection des droits de l'enfant, la promotion de l'agriculture, la sécurité alimentaire, etc.

- Pour calculer les notes relatives à cet indicateur (en pourcentage), nous avons utilisé la formule suivante:
« Elevées » = 100, « Moyennement élevées » = 67, « Moyennement faibles » = 50, « Faibles » = 33, « Très faibles » = 17, « Absence de données » = 0

Sous-indicateur : Garanties législatives

- Nous avons classé les pays et leurs notes en fonction de l'existence d'un cadre légal pour le droit à l'alimentation, de façon simplifiée : « Oui » = 100, « Non » = 0, « En cours » = 33

Cadre légal : moyennes générales

- Pour calculer les moyennes générales relatives à cet indicateur, nous avons pondéré les garanties constitutionnelles de 33,3% et les garanties législatives de 66,7%. Les données sur les garanties constitutionnelles ne sont pas disponibles pour tous les pays et nous estimons que les garanties législatives constituent un cadre plus crédible à la définition et au respect des droits. De plus, l'expérience internationale montre que les efforts à faire pour l'adoption d'une loi spécifique protégeant le droit à la sécurité alimentaire sont plus grands que ceux visant à inclure ce droit dans une constitution.

Sources des données:

- Le classement adopté pour les garanties constitutionnelles provient d'une enquête et d'une évaluation de 57 pays menées par Vidar (2006), « State Recognition of the Right to Food, at the National Level » (Reconnaissance par les Etats du droit à l'alimentation, au niveau national), Document de recherche n°2006/61, UNU-WIDER, ainsi que de ces mêmes données mises à jour (communication personnelle de Margret Vidar le 14 septembre 2009).
- Dans le cas du Népal, l'évaluation se fonde sur les clauses de la constitution intérimaire du pays.
- Les informations sur le statut des garanties législatives sont largement tirées du rapport de la FAO de 2006, The Right to Food in Practice: Implementation at the National Level (Le droit à l'alimentation en pratique : mise en œuvre au niveau national), Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que de mises à jour obtenues par l'intermédiaire des programmes nationaux d'ActionAid, d'articles de journaux, de documents de recherche et de sites Internet gouvernementaux disponibles dans le domaine public.

Indicateur 3: Agriculture durable (AD)

Les pays tendent-ils à atteindre et à investir suffisamment dans des formes durables d'agriculture, en se concentrant sur les petits exploitants, les femmes et des approches agro-écologiques et respectueuses du climat?

Analyse des données:

Sous-indicateur: Budget alloué à l'agriculture

- Après l'adoption par l'Union africaine du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en juillet 1991, les chefs d'Etat se sont engagés dans un nouveau programme de revitalisation de l'agriculture et de réduction de la faim. Le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CCADP) comprend l'engagement de consacrer 10% de leurs budgets nationaux à l'agriculture avant 2008. Nous nous sommes servis de cet objectif comme point de référence pour évaluer les pays d'Asie et d'Amérique Latine également.
- Pour calculer les notes (en pourcentage) relatives au budget alloué à l'agriculture, nous avons utilisé les échelles de classement du NEPAD de l'UA :
Le budget est « élevé » s'il dépasse 10% = 100
Le budget est « moyen » s'il se situe entre 5 et 10% = 67
Le budget est « faible » s'il est inférieur à 5% = 33

Sous-indicateur: Accès des femmes à la terre

- Cet indicateur mesure l'accès des femmes à la propriété foncière, sur la base de l'échelle utilisée par Lang, J., dans Enquête sur la Situation des Femmes dans le Monde, Paris: Assemblée Nationale (1998) disponible sur <http://stats.oecd.org/Index.aspx> (dernière vérification par l'auteur le 31 août 2009). Cette échelle situe l'accès des femmes à la propriété foncière entre 0 = total et 1 = impossible.
- Pour permettre la conversion de cette échelle de 10 points en pourcentage, 100% représentant l'accès total, la note pour ce sous-indicateur est calculée de la façon suivante
= [100 – (Accès à la terre x 100)]

Sous-indicateur: Signataires de l'IAASTD

- L'Évaluation internationale des sciences et techniques agricoles pour le développement (IAASTD) est un processus de trois ans impliquant plus de 400

Tableau 9: Pays en développement: Indicateur Agriculture durable

Pays	Budget alloué à l'agriculture	Accès des femmes à la terre	Signataire de l'IAASTD	Note pour Agriculture durable (Groupe A à E)	Classement pour Agriculture durable
Pondération	75%	15%	10%		
Chine	Elevé	Elevé	Oui	A	1
Ethiopie	Elevé	Faible	Oui	A	2
Malawi	Elevé	Moyen	Non	A	3
Mozambique	Moyen	Moyen	Oui	B	4
Tanzanie	Moyen	Moyen	Oui	B	4
Inde	Moyen	Moyen	Oui	B	4
Ghana	Moyen	Faible	Oui	B	7
Zambie	Moyen	Faible	Oui	B	7
Vietnam	Moyen	Faible	Oui	B	7
Nigeria	Moyen	Faible	Oui	B	10
Bangladesh	Moyen	Faible	Oui	B	10
Gambie	Moyen	Faible	Oui	B	12
Rwanda	Moyen	Faible	Non	C	13
Sierra Leone	Moyen	Faible	Non	C	13
Brésil	Faible	Elevé	Oui	C	15
Sénégal	Faible	Moyen	Oui	C	16
Kenya	Faible	Faible	Oui	D	17
Ouganda	Faible	Faible	Oui	D	17
Pakistan	Faible	Faible	Oui	D	19
RDC*	Faible	Faible	Oui	D	20
Libéria	Faible	Elevé	Non	D	20
Lesotho	Faible	Moyen	Non	D	22
Cambodge	Faible	Faible	Non	D	23
Haïti	Faible	Faible	Non	D	23
Burundi	Faible	Faible	Non	D	25
Guinée Bissau	Faible	Faible	Non	D	26
Afrique du Sud	Faible	Faible	Non	D	26
Népal	Faible	Faible	Non	D	26
Guatemala	Faible	Faible	Non	D	26

* République démocratique du Congo

scientifiques et experts du monde entier. De gros efforts ont été faits pour que les pays deviennent signataires de cette évaluation.

- Pour calculer une note sur 100 relatif aux signataires de l'IAASTD, nous avons utilisé la simple formule suivante : « Oui » = 100, « Non / Absence de données » = 0

Agriculture durable (AD) : moyennes générales

- Pour calculer les moyennes générales relatives à cet indicateur, nous avons pondéré les sous-indicateurs essentiellement en fonction de la disponibilité des données: budget alloué à l'agriculture = 75%, accès des femmes à la terre = 15% et signataires de l'IAASTD = 10%.

Sources des données:

- Budget alloué à l'agriculture : Pour les pays d'Afrique, nous avons utilisé les données de Mahalambe (2009) Five out of ten? Assessing progress towards the AU's 10% budget target for agriculture (Cinq sur dix? Evaluation des progrès accomplis pour atteindre l'objectif fixé par l'UA d'allouer 10% du budget à l'agriculture), Johannesburg: ActionAid. Néanmoins, pour plusieurs pays des trois continents, nous avons reçu des informations mises à jour de la part des antennes locales d'ActionAid, sur la base des estimations les plus récentes disponibles, y compris le cycle budgétaire 2009-2010.
- Accès des femmes à la terre : Lang, J., Enquête sur la Situation des Femmes dans le Monde, Paris: Assemblée Nationale (1998). Pour des mises à jour et des références comparatives, nous avons consulté les programmes locaux d'ActionAid et les bases de données nationales individuelles disponibles sur <http://www.wikigender.org/>
- Signataires de l'IAASTD : L'Evaluation internationale des sciences et techniques agricoles pour le développement <http://www.agassessment.org/>

Indicateur 4: Protection sociale (PS)

Les pays garantissent-ils un ensemble de droits permettant la protection sociale des plus vulnérables dans la promotion, la protection et la réalisation de leurs droits – en particulier le droit à l'alimentation?

Analyse des données:

Hypothèses générales :

- Dans l'idéal, nous aurions préféré analyser les contributions budgétaires allouées à la protection sociale dans les pays en développement. Mais, du fait

Tableau 10: Pays en développement: Indicateur Protection sociale

Pays	Alimentation / Nutrition des jeunes enfants	Repas scolaires gratuits	Assurance chômage / conditions de vie décentes	Nutrition/ droits liés à la maternité	Rations alimentaires/ Tickets-repas/ Cuisines communautaires subventionnés	Pensions de retraite	Note pour Protection sociale (Groupe A à E)	Classement pour Protection sociale
Pondération	17%	17%	17%	17%	17%	17%		
Brésil	Moyenne	Elevée	Elevée	Moyenne	Elevée	Elevée	B	1
Afrique du Sud	Elevée	Elevée	Faible	Faible	Non	Elevée	C	2
Inde	Moyenne	Elevée	Moyenne	Non	Faible	Moyenne	C	3
Guatemala	Faible	Moyenne	Non	Faible	Faible	Faible	D	4
Lesotho	Non	Moyenne	Non	Non	Non	Elevée	D	5
Bangladesh	Faible	Non	Faible	Faible	Faible	Faible	D	5
Vietnam	Non	Non	Faible	Moyenne	Non	Moyenne	D	5
Kenya	Faible	Moyenne	Faible	Non	Non	Non	E	8
Malawi	Faible	Faible	Faible	Non	Non	Non	E	9
Mozambique	Non	Faible	Non	Faible	Non	Faible	E	9
Sénégal	Non	Faible	Faible	Non	Faible	Non	E	9
Chine	Non	Non	Faible	Non	Non	Moyenne	E	9
Gambie	Non	Faible	Faible	Non	Non	Non	E	13
Ghana	Non	Faible	Non	Non	Faible	Non	E	13
Libéria	Non	Faible	Non	Non	Non	Faible	E	13
Nigeria	Non	Faible	Faible	Non	Non	Non	E	13
Cambodge	Faible	Non	Non	Non	Faible	Non	E	13
Pakistan	Non	Faible	Faible	Non	Non	Non	E	13
Burundi	Non	Faible	Non	Non	Non	Non	E	19
Ethiopie	Non	Non	Faible	Non	Non	Non	E	19
Guinée Bissau	Non	Faible	Non	Non	Non	Non	E	19
Rwanda	Non	Faible	Non	Non	Non	Non	E	19
Sierre Leone	Non	Faible	Non	Non	Non	Non	E	19
Zambie	Non	Non	Non	Non	Faible	Non	E	19
Népal	Non	Non	Non	Non	Faible	Non	E	19
République démocratique du Congo	Non	Non	Non	Non	Non	Non	E	26
Tanzanie	Non	Non	Non	Non	Non	Non	E	26
Ouganda	Non	Non	Non	Non	Non	Non	E	26
Haïti	Non	Non	Non	Non	Non	Non	E	26

du manque de bases de données comparatives entre les pays et de la nature transversale des investissements dans la sécurité alimentaire entre les différents ministères et départements administratifs, il s'est avéré trop compliqué de regrouper les budgets et, en même temps, de dresser des comparaisons entre chaque pays. A l'avenir, nous espérons combler cette lacune grâce à la mise en place d'ensembles de données internationaux.

- Dans le monde en développement, où 80% des pays manquent de protection sociale globale, il est impossible de mesurer tous les aspects pertinents contribuant à la sécurité alimentaire. Pour les besoins de cette évaluation FaimZERO, et pour simplifier, nous avons sélectionné les catégories de protection sociale les plus pertinentes et les plus facilement mesurables ayant un rapport direct ou indirect avec la sécurité alimentaire. Il convient de noter cependant que nous ne les considérons pas comme des données autonomes ou une liste exhaustive de minima sociaux plus larges pour lutter contre le cycle inter-générationnel de la sous-alimentation.
- Les six sous-indicateurs que nous avons développés pour les classements en tant que vastes sous-catégories de protection sociale sont: Alimentation et nutrition des jeunes enfants, Repas scolaires gratuits, Garantie d'emploi minimum/conditions de vie décentes, Nutrition/droits liés à la maternité, Rations alimentaires/Tickets-repas/Cuisines communautaires subventionnés et Pensions de retraite. Pour plus de détails sur chacun de ces sous-indicateurs, voir le chapitre 4 sur la protection sociale. Dans tous les cas, nous avons supposé que ces avantages ne doivent pas être contributifs ; les régimes de retraite contributifs employeur-employé ne sont donc pas pris en compte.
- Afin d'évaluer les performances des pays par rapport à chacun de ces sous-indicateurs, sur la base de recherches approfondies dans le domaine public, de vérifications croisées et de données fournies par les antennes locales d'ActionAid, nous avons utilisé une échelle de notation de 4 niveaux :
Elevée = couverture de plus de 75% de la population concernée
Moyenne = couverture comprise entre 50 et 74%
Faible = couverture comprise entre 15 et 49%
Négligeable = couverture comprise entre 0 et 14%
Cependant, la classification de chaque pays est souvent subjective, du fait de la profonde pénurie de données sur l'ampleur, la portée et l'efficacité de ces initiatives de protection sociale.

Protection sociale (PS) : moyennes générales

- Pour calculer les moyennes générales relatives à cet indicateur en pourcentage, nous avons attribué à chacun des 6 sous-indicateurs la même pondération soit 16,7%.
- Pour calculer les notes individuelles relatives à chaque sous-indicateur, nous sommes partis de la base suivante : Protection sociale Elevée = 90, Moyenne = 60, Faible = 30, Négligeable = 0. Nous avons plafonné la mention « Elevée » à 90 points car aucun pays ne peut vraisemblablement avoir une protection sociale sans aucun défaut.

Sources des données:

1. Les données relatives à la plupart des indicateurs ont été tirées de sources privées disponibles dans le domaine public et ont ensuite été comparées et vérifiées par les équipes des antennes locales d'ActionAid sur le terrain. Les données concernant les repas scolaires proviennent essentiellement de la publication du Programme alimentaire mondial amberspublications.com/downloads/schoolfeedingbookforhousehungercaucus.pdf, et les données sur les retraites s'appuient sur la base de données de HelpAge International (2009) helpage.org/Researchandpolicy/Socialprotection/PensionWatch/Coverage/main_content/PWTable.2.pdf (dernière vérification par l'auteur le 31 août 2009)

----->

Troisième Partie: Bulletins de notes **FaimZERO** – **Pays donateurs**

----->

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **Australie**

Premier ministre - **Kevin Rudd**

Moyenne générale : **17/100**

Classement : **17/22**

Groupe : **E**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	D	Faible soutien à l'agriculture
Aide à la protection sociale	E	Faible soutien à la protection sociale
Changement climatique	E	Engagements de réduction des émissions trop bas, financement insuffisants
Agriculture durable	C	Subventions aux agrocarburants peu élevées



Appréciation:

L'Australie arrive de façon décevante bien bas dans ce classement FaimZERO. Cette situation résulte en particulier de son faible niveau de soutien à l'agriculture (elle n'atteint que 24% de sa juste contribution requise), ce qui reflète son rapport total APD/RNB de 0,33%. Bien qu'elle prévoie d'augmenter son niveau d'APD à 0,5% du RNB d'ici 2015-2016, l'Australie sera encore loin de l'objectif de 0,7% défini au niveau international. Pourtant, son soutien à l'Initiative Sécurité Alimentaire lors du G8 de l'Aquila en 2009 est un premier pas encourageant. Et selon certaines sources, l'Australie serait l'un des seuls pays à avoir pris des engagements concrets en ce sens.

Les politiques et actions de l'Australie en ce qui concerne le changement climatique ne luttent pas non plus contre la faim. Malgré le bon départ du gouvernement Kevin Rudd qui a ratifié le Protocole de Kyoto juste après son arrivée au pouvoir en novembre 2007, le gouvernement australien n'a réussi à s'engager que pour une réduction de 4% de ses émissions de CO2 d'ici 2020 par rapport à ses niveaux de 1990 – c'est bien moins que les engagements d'autres pays développés et très en dessous de ce qui est requis. Cela est très insuffisant, même d'un point de vue national, étant donnés les risques de voir disparaître des écosystèmes fondamentaux tels que la Grande Barrière de Corail et les prévisions selon lesquelles l'Australie passerait, d'ici 2050, du statut de 7ème plus grand exportateur mondial de produits alimentaires et agricoles à celui d'importateur de plusieurs produits agricoles essentiels.

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **Danemark**

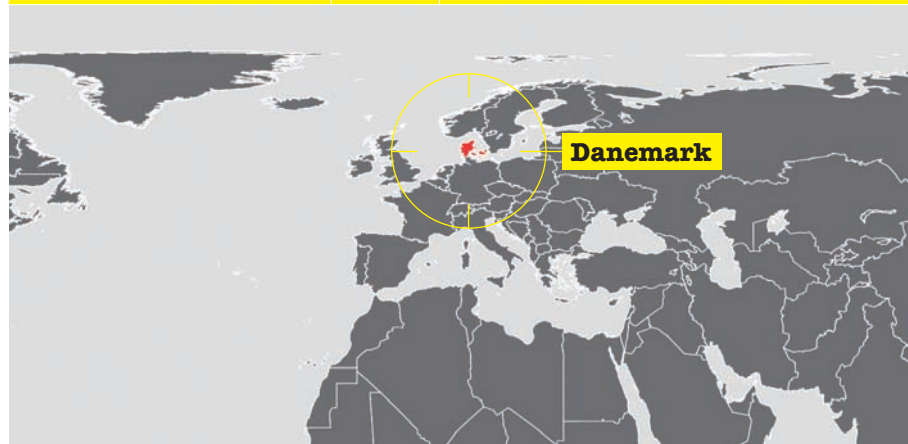
Premier ministre: **Lars Løkke Rasmussen**

Moyenne générale: **36/100**

Classement: **5/22**

Groupe: **D**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	C	Soutien moyen à l'agriculture
Aide à la protection sociale	E	Faible soutien à la protection sociale
Changement climatique	D	Engagements de réduction des émissions moyens, financement insuffisants
Agriculture durable	B	Subventions aux agrocarburants peu élevées



Appréciation:

Bien que le Danemark se situe parmi les meilleurs élèves respectant et allant même plus loin que les engagements internationaux en matière d'aide publique, il a encore du retard en ce qui concerne sa contribution à l'agriculture et à la protection sociale dans les pays en développement.

Il est aussi inquiétant de voir que le Danemark se situe loin derrière ses obligations en termes de lutte contre le changement climatique. En tant que pays hôte de la prochaine conférence sur le climat à Copenhague, il est décevant de constater que le Danemark ne cherche pas à atteindre ses objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre de 40% par rapport à 1990 d'ici 2020 et d'environ 90% d'ici 2050.

Le Danemark n'atteint que qu'environ 2,7% de sa juste contribution requise pour aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique. Selon le dernier budget prévisionnel danois pour 2010, le gouvernement ne prévoit pas d'allouer de financements supplémentaires pour lutter contre le changement climatique. Il préfère à la place y ré-affecter des financements destinés au départ à l'aide au développement – un double coup porté aux plus pauvres dans les pays touchés par les changements climatiques.

Lors des discussions qui auront lieu prochainement à Copenhague, un accord international équitable ne pourra être trouvé qu'à condition que le Danemark fasse preuve de plus d'ambition et de responsabilité.

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **Espagne**

Premier Ministre: **José Luis Rodríguez Zapatero**

Moyenne générale: **25/100**

Classement: **11/22**

Groupe: **D**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	D	Faible soutien à l'agriculture
Aide à la protection sociale	E	Faible soutien à la protection sociale
Changement climatique	D	Engagements de réduction des émissions moyens, financement insuffisants
Agriculture durable	B	Subventions aux agrocarburants peu élevées



Appréciation:

L'Espagne se situe au milieu de notre classement, ce qui illustre bien qu'elle ne fait pas tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir la lutte contre la faim. Néanmoins, elle nous permet d'espérer que Zapatero fera son maximum pour saisir les opportunités à venir, en particulier la présidence espagnole de l'UE de janvier à juin 2010.

Le bulletin de notes montre que l'Espagne est, historiquement, un faible donateur en faveur de l'agriculture et de la protection sociale. Mais elle a fait de gros efforts ces dernières années pour accroître son APD. Il est encourageant de constater que lors de la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la sécurité alimentaire qui s'est tenue en janvier 2009 à Madrid, Zapatero s'est engagé à consacrer 1 milliard d'euros à l'aide alimentaire sur les cinq prochaines années. Zapatero a annoncé qu'il ferait de la lutte contre la faim et la pauvreté une de ses premières priorités lors des six mois de sa Présidence européenne.

En mars 2008, il a déclaré que le changement climatique serait l'une des priorités de son mandat. L'Espagne a encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre la juste contribution qu'elle devrait consacrer au changement climatique, mais nous nous félicitons de son accord de principe pour y attribuer des financements supplémentaires à l'APD. C'est crucial pour garantir que les populations des pays pauvres ne payent pas deux fois pour le changement climatique provoqué par les pays riches.

Espérons que Zapatero tiendra ses promesses. Sera-t-il le prochain champion de l'Europe dans le combat pour libérer le milliard de personnes souffrant de la faim?

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **Etats-Unis d'Amérique**

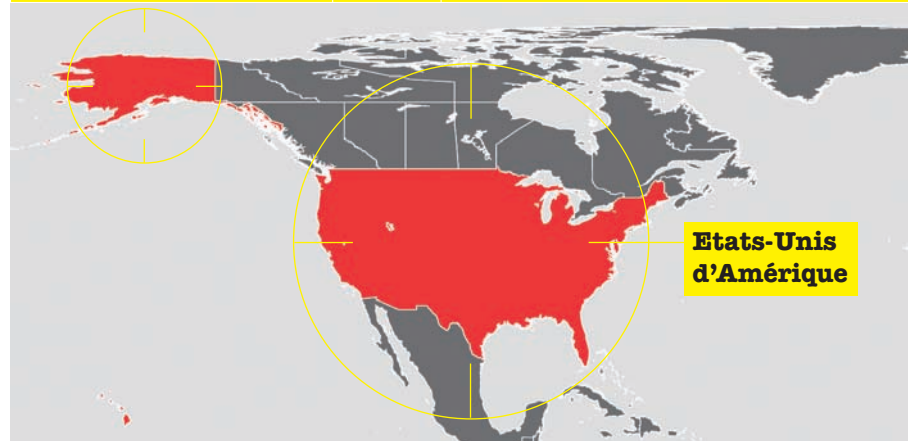
Président: **Barack Obama**

Moyenne générale: **8/100**

Classement: **21/22**

Groupe: **E**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	E	Faible soutien à l'agriculture
Aide à la protection sociale	E	Faible soutien à la protection sociale
Changement climatique	E	Pas d'engagements de réduction des émissions élevés, financement insuffisants
Agriculture durable	E	Subventions élevées aux agrocarburants



Appréciation:

Le Président Barack Obama pourrait devenir le champion de la lutte contre la faim dans le monde. Il a amené les nations du G8 en Italie à annoncer une Initiative sur la sécurité alimentaire de 20 milliards de dollars américains pour combattre la faim grâce à des investissements dans l'agriculture et il s'est engagé à un financement de 3,5 milliards supplémentaires.

Cette nouvelle donne est plus que bienvenue, étant donné l'historique américain de faible APD au bénéfice de l'agriculture – ce qui explique en partie le très mauvais classement américain dans cette évaluation. Avec l'augmentation de leur APD en 2008, et la promesse de transformer leur aide alimentaire en soutien de long terme aux programmes agricoles, nous espérons que les Etats-Unis obtiendront de meilleures notes dans nos prochaines évaluations. Néanmoins, il reste des préoccupations quant à l'acheminement de cette aide. Il est vraisemblable qu'une grande partie de ce financement sera acheminé par l'intermédiaire de la Banque mondiale et des « solutions » de la Révolution verte. Mais, comme le montre notre évaluation, ceci n'apportera aucune solution durable aux problèmes des petits agriculteurs les plus pauvres d'Afrique ni à la planète en quête d'alternatives et de modèles agricoles moins destructeurs.

De même, le soutien américain à l'industrie des agrocarburants n'a pas diminué et malheureusement, ce n'est pas prêt de changer. On estime qu'entre 2006 et 2012, les Etats-Unis auront subventionné les agrocarburants à hauteur de 76 à 93 milliards de dollars américains.

Au moment où l'administration américaine se ré-engage dans la problématique du changement climatique, après huit années de pause, les Etats-Unis ne se précipitent pas et ne se sont fixé aucun objectif contraignant de réduction de leurs émissions. La dette climatique des Etats-Unis envers les pays en développement est énorme. Ils doivent sans plus tarder trouver des financements permettant de les aider à s'adapter au changement climatique et s'engager dans un accord international équitable.¹⁹

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **France**

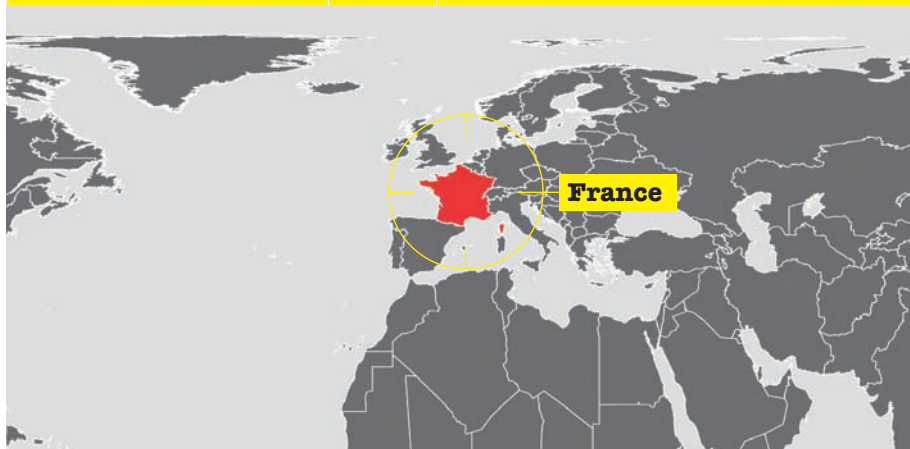
Président: **Nicolas Sarkozy**

Moyenne générale: **28/100**

Classement: **9/22**

Groupe: **D**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	D	Soutien moyen à l'agriculture
Aide à la protection sociale	E	Faible soutien à la protection sociale
Changement climatique	D	Engagements de réduction des émissions moyens, financement insuffisants
Agriculture durable	B	Subventions aux agrocarburants peu élevées



Appréciation:

La France n'obtient selon notre évaluation qu'une note de 28/100 et se retrouve logiquement classé dans le groupe D des pays de l'OCDE-CAD. Ceci reflète bien le fait que, malgré les effets d'annonce présidentiels, les engagements français sont peu suivis d'effets.

Le Président Nicolas Sarkozy est à l'origine de la campagne pour un partenariat international sur l'alimentation et l'agriculture et de l'annonce par l'UE de la mobilisation d'un milliard d'euros en réponse à la crise des prix agricoles de 2008. La France a aussi doublé son APD au bénéfice de l'agriculture en Afrique sub-saharienne entre 2004 et 2007. Pourtant, elle n'atteint encore que 36% de sa juste contribution requise d'APD à l'agriculture, et seulement 9% de celle qu'elle devrait verser pour la protection sociale.

Les politiques de la France en matière de changement climatique font face aux mêmes contradictions. Nicolas Sarkozy a soutenu l'idée de sanctions commerciales contre les pollueurs qui ne respectent pas les accords internationaux, mais prend des mesures insuffisantes. Ainsi de la taxe de 17€ par tonne de CO2 (contre 100€ par tonne en Suède) ou de la bien faible augmentation de la contribution de la France à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique.

Lors des négociations relatives à la directive européenne sur les énergies renouvelables, la France s'est fait l'avocat diligent de l'industrie des agrocarburants, espérant ainsi offrir de nouveaux marchés à l'agro-industrie française. La France s'est d'ores et déjà fixée l'objectif de produire 7% d'énergies renouvelables pour les transports à partir des agrocarburants d'ici 2010 et 10% d'ici 2015, un plan accompagné d'une défiscalisation qui profite essentiellement aux industriels produisant ces agrocarburants.

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **Grèce**

Premier ministre: **Kostas Karamanlis**

Moyenne générale: **18/100**

Classement: **16/22**

Groupe: **E**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	E	Faible soutien à l'agriculture
Aide à la protection sociale	E	Faible soutien à la protection sociale
Changement climatique	D	Engagements de réduction des émissions moyens, financement insuffisants
Agriculture durable	B	Pas de subventions aux agrocarburants



Appréciation:

La Grèce est parmi les derniers du classement FaimZÉRO. La politique grecque de développement fait preuve de peu d'engagement pour les Objectifs de Développement du Millénaire et l'éradication de la faim. Ses priorités de développement sont soumises à des intérêts géopolitiques et ses niveaux d'APD sont loin derrière les niveaux qu'elle s'était engagée à atteindre, la majorité de son APD étant dirigée vers les pays voisins et pour servir des intérêts politiques. La Grèce a augmenté son APD de 0,16% à 0,20% de son RNB en 2008. Mais elle a depuis réajusté ses objectifs d'APD pour 2010 de 0,51% à 0,35%, du fait de son déficit budgétaire. Alors qu'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde, ce n'est pas le moment pour la Grèce de faire marche arrière sur ses engagements d'APD.

Pour un pays qui comprend la nécessité de soutenir les agriculteurs et l'agriculture, la Grèce se situe loin derrière les autres donateurs puisqu'elle n'atteint que 9% de sa juste contribution requise à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. De plus, ses plus gros projets d'APD dans l'agriculture concernaient l'Albanie en 2006 et l'Arménie en 2007, qui ne sont pas les plus affamés du monde.

La Grèce a ratifié le protocole de Kyoto en 2002 et s'est ralliée à la position commune de l'UE, mais elle n'est décidément pas le meilleur défenseur d'un accord international équitable sur le changement climatique.

Les agrocarburants ont été légalement introduits sur le marché grec en 2005. Selon la loi, les compagnies pétrolières grecques ont l'obligation de signer des contrats avec les agriculteurs grecs pour la culture et la production d'agrocarburants. D'après les estimations, l'utilisation d'agrocarburants dans les transports en Grèce devrait augmenter de façon significative en 2010, passant de 1,4% en 2007 à 5,75% en 2010. Cette augmentation fera perdre à la Grèce d'autres points dans nos prochains classements.

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **Irlande**

Taoiseach: **Brian Cowen**

Moyenne générale: **43/100**

Classement: **3/22**

Groupe: **C**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	D	Soutien moyen à l'agriculture
Aide à la protection sociale	C	Soutien moyen à la protection sociale
Changement climatique	D	Engagements de réduction des émissions moyens, financement insuffisants
Agriculture durable	A	Subventions aux agrocarburants peu élevées



Appréciation:

L'Irlande arrive en troisième position dans le classement FaimZÉRO, ce qui reflète son engagement à éradiquer la faim et le rôle moteur qu'elle a joué en la matière au niveau international, notamment depuis la crise des prix des denrées alimentaires de 2008. La lutte contre la faim est la pierre angulaire de l'aide irlandaise. Le gouvernement a annoncé en 2007 la mise en place d'une équipe spéciale contre la faim – et la nomination d'un émissaire spécial contre la faim.

En 2008, l'APD de l'Irlande était de 1,3 milliards de dollars américains. En 2009, du fait de la crise économique mondiale, le gouvernement irlandais a réduit le budget alloué au développement international à 95 millions d'euros. Alors qu'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde, il est crucial que l'Irlande s'en tienne à son propre objectif d'atteindre un ratio RNB/APD de 0,7% d'ici 2012.

Il est intéressant de noter que l'Irlande s'est engagée en faveur de la protection sociale dans les pays en développement et y consacre une partie de son APD – seuls le Luxembourg et la Finlande obtiennent de meilleures notes dans l'évaluation. L'Irlande attribue un peu plus que la moitié de sa juste contribution requise à la protection sociale, ce qui est largement plus que la majorité des autres pays. Elle n'atteint également 36% de sa juste contribution requise à l'agriculture – et prévoit d'aider les petits exploitants et les femmes agricultrices à atteindre la sécurité alimentaire.

L'Irlande pourrait jouer un plus grand rôle dans la lutte contre le changement climatique, aux côtés de la plupart des autres pays européens ayant obtenu un D dans notre évaluation FaimZÉRO. Alors que l'Irlande a annoncé qu'elle était prête à augmenter ses objectifs de réduction d'émission à 30%, au-delà des objectifs collectifs de l'UE, elle ne le fera qu'à la condition que d'autres pays fassent de même. L'Irlande ne devrait pas attendre que les autres fassent le nécessaire pour stopper le changement climatique et devrait au contraire consacrer plus de fonds aux mesures d'adaptation, par l'intermédiaire des Nations Unies.

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **Italie**

Premier Ministre: **Silvio Berlusconi**

Moyenne générale: **19/100**

Classement: **14/22**

Groupe: **E**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	E	Faible soutien à l'agriculture
Aide à la protection sociale	E	Faible soutien à la protection sociale
Changement climatique	D	Engagements de réduction des émissions moyens, financement insuffisants
Agriculture durable	B	Subventions aux agrocarburants peu élevées



Appréciation:

Le bulletin de note FaimZÉRO de l'Italie (14ème) reflète les contradictions et le manque d'engagement de son gouvernement en termes de coopération internationale. En 2009, elle a diminué son budget d'APD de 56% (environ 410 millions d'euros), le ramenant ainsi à ses niveaux de la fin des années 1990.

La part d'APD que l'Italie consacre à l'agriculture est également très faible. L'Italie fait partie des derniers de notre classement (seuls la Grèce et le Portugal atteignent une part moins importante de leurs justes contributions requises). Et seule la moitié de cette aide à l'agriculture est dédiée à l'aide alimentaire. Mais, si l'aide alimentaire est nécessaire pour faire face aux urgences, l'Italie doit dépenser une plus grande part de son APD pour s'attaquer aux causes de la faim et pour soutenir les petits exploitants agricoles. Parmi les pays du Comité d'aide au développement de l'OCDE, l'Italie est aussi celui qui contribue le moins au financement de la protection sociale et de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, au regard de la juste contribution qu'elle devrait verser.

Alors que l'Italie attribuait aux agrocarburants des subventions par habitant relativement faibles en 2006, sa participation est en train de changer. Son budget 2008 prévoyait pour 2009 qu'au moins 3% de la consommation totale de carburants pour les transports devaient provenir des agrocarburants. D'ici la fin de l'année, l'Italie aura consommé 1 400 000 tonnes d'agrocarburants.

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **Pays-Bas**

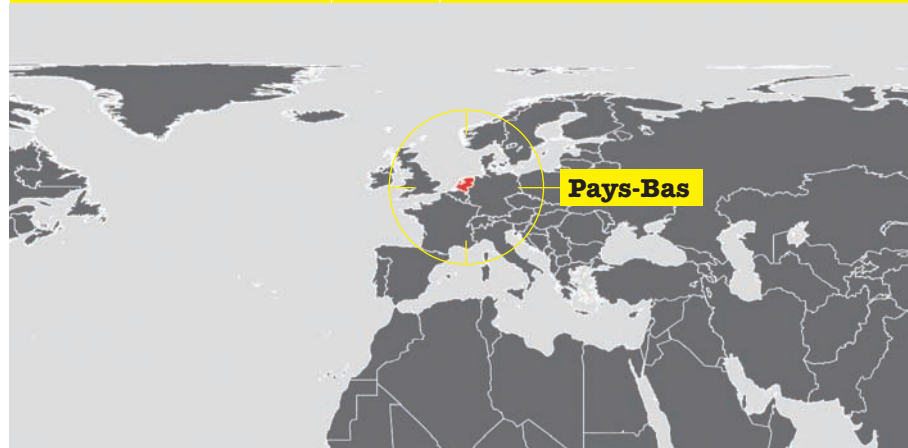
Premier Ministre: **Jan Peter Balkenende**

Moyenne générale: **33/100**

Classement: **7/22**

Groupe: **D**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	C	Soutien moyen à l'agriculture
Aide à la protection sociale	E	Faible soutien à la protection sociale
Changement climatique	D	Engagements de réduction des émissions moyens, financement insuffisants
Agriculture durable	B	Subventions aux agrocarburants peu élevées



Appréciation:

Les Pays-Bas arrivent en tête de l'évaluation FaimZÉRO en ce qui concerne les investissements dans l'agriculture. Néanmoins, leurs performances ne sont pas si bonnes quant à la protection sociale et au changement climatique.

En ce qui concerne le changement climatique, les Pays-Bas sont l'un des pays les plus progressistes de l'UE. Aux côtés du Royaume-Uni et des pays scandinaves, ils sont parmi les seuls à proposer à l'Europe de soutenir de nouveaux moyens de générer des financements pour le climat. Et bien qu'ils n'aient pas encore présenté leur plan national sur les énergies renouvelables, les Pays-Bas semblent prêts à investir dans un nouveau système de transport basé sur l'électricité plutôt que sur d'énormes investissements dans les agrocarburants.

Les Pays-Bas investissent en moyenne 7,7% de leur budget d'APD dans l'agriculture, ce qui est au-dessus de la moyenne de l'UE. Et il convient de les récompenser pour avoir fait passer leur APD à 0,8% de leur RNB. Néanmoins, les Pays-Bas devraient consacrer une plus grande part de leurs investissements à des systèmes agricoles durables, de petite échelle. A l'heure actuelle, les efforts se dirigent trop vers le soutien aux structures nationales et au développement du marché, ce qui ne profite pas forcément aux petits agriculteurs pauvres, en particulier les femmes.

Au contraire, les pauvres des pays en développement, les femmes, les hommes et les enfants, ont été fragilisés par le développement du marché international ces dernières années et sont encore plus vulnérables désormais à la crise alimentaire, au changement climatique et à la crise financière. Pour remédier à cette situation, les Pays-Bas devraient investir plus dans la protection sociale nécessaire à la population locale pour résister et vivre dans des conditions décentes.

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **Royaume-Uni**

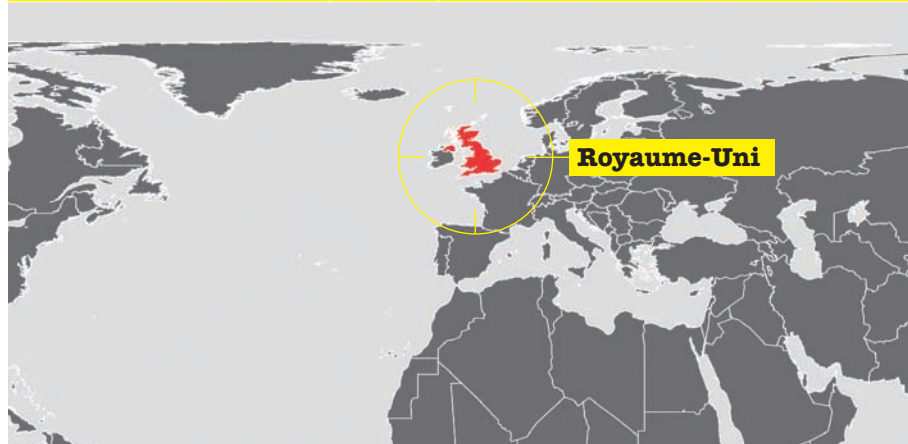
Premier Ministre: **Gordon Brown**

Moyenne générale: **32/100**

Classement: **8/22**

Groupe: **D**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	D	Faible soutien à l'agriculture
Aide à la protection sociale	E	Faible soutien à la protection sociale
Changement climatique	C	Engagements de réduction des émissions élevés, financement insuffisants
Agriculture durable	B	Subventions aux agrocarburants peu élevées



Appréciation:

L'aide du Royaume-Uni à l'agriculture et à la lutte contre la faim a largement été en dehors des clous ces dix dernières années, et celui-ci vient juste de reconnaître, tardivement, son erreur. Il a négligé et desservi les petits exploitants, l'agriculture de subsistance et les femmes, et a de plus en plus fait confiance à des institutions irresponsables telles que la Banque mondiale ou l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) ainsi qu'à des solutions agricoles miracles descendantes qui impliquent rarement les plus pauvres et ne leur profitent pas.

En théorie, le Royaume-Uni est leader en matière de climat parmi les grands pays européens : il a les plus grandes ambitions de réduction de ses émissions et le niveau d'engagement le plus élevé auprès des pays vulnérables pour financer leur adaptation au changement climatique. Mais dans les faits, son actif est moins impressionnant : ses décisions de construire des centrales à charbon supplémentaires ainsi qu'une troisième piste à l'aéroport d'Heathrow ont sérieusement entaché sa réputation verte.

Bien que le gouvernement britannique ait soutenu l'objectif de 10% d'énergies renouvelables dans les transports d'ici 2020 dans la directive européenne récemment adoptée sur les Energies renouvelables, il a aussi soutenu une révision de cet objectif en 2014. Aujourd'hui, il apparaît que le gouvernement envisage de remplir son objectif de 10% uniquement avec des agrocarburants, et ne prévoit pas d'utiliser d'autres alternatives, comme les véhicules électriques par exemple.

Bulletin de notes **FaimZÉRO**

Pays: **Suède**

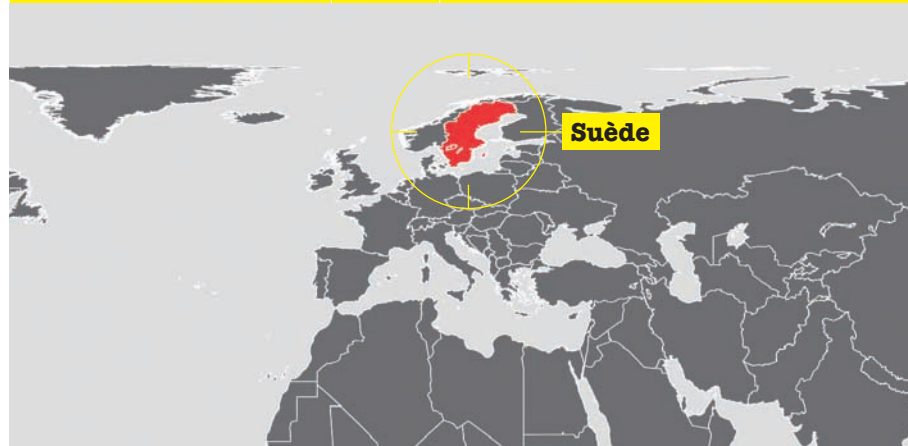
Premier Ministre: **Fredrik Reinfeldt**

Moyenne générale: **36/100**

Classement: **5/22**

Groupe: **D**

Indicateur	Note	Commentaire
Aide à l'agriculture	B	Soutien élevé à l'agriculture
Aide à la protection sociale	E	Faible soutien à la protection sociale
Changement climatique	D	Engagements de réduction des émissions moyens, financement insuffisants
Agriculture durable	E	Subventions élevées aux agrocarburants



Appréciation:

La Suède est le pays donateur le plus généreux du CAD de l'OCDE, proportionnellement à son économie, avec un ratio RNB/APD de 0,98% en 2008. Elle doit en être félicitée, surtout en cette période de récession. La Suède atteint d'ores et déjà 79% de sa juste contribution requise en APD à l'agriculture, se classant deuxième dans cette évaluation. Elle doit néanmoins soutenir beaucoup plus les mesures de protection sociale dans les pays en développement.

La Suède fait beaucoup moins bien en ce qui concerne le changement climatique. Elle s'en est tenue à l'objectif collectif de l'UE pour la réduction des émissions, et, jusqu'à cette année, elle finançait très peu l'adaptation au changement climatique. Dans son budget 2009, le gouvernement suédois a lancé un plan contre le changement climatique de 400 millions d'euros sur trois ans. Mais il ne s'agit pas d'argent supplémentaire, et ce plan devra être financé sur les fonds existants de l'APD. C'est profondément décevant et montre un très mauvais exemple aux autres pays dans le cadre des discussions sur le financement de l'adaptation.

La Suède se classe avant-dernière quant à l'indicateur Agrocarburant de l'évaluation FaimZERO, avec des subventions par habitant que seule l'Allemagne dépasse. Il est inquiétant de constater la tendance de la Suède à accroître l'utilisation d'agrocarburants. Les primes et les subventions allouées aux agrocarburants devraient atteindre 200 millions d'euros (environ 290 millions de dollars américains) en 2009.

Références

- ¹ UNICEF, 2008, State of the World's Children (La Situation des enfants dans le monde). UNICEF
- ² FAO, 2009, "1.02 Billion People Hungry" (« 1,02 milliard d'êtres humains souffrent de la faim »), <http://www.fao.org/news/story/en/item/20568/icode/>
- ³ Voir par exemple, l'indice des prix des denrées alimentaires de la BBC sur <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/8119076.stm> qui montre la baisse des prix depuis leurs pics de juillet 2008 dans les capitales des pays riches, mais qui restent au même niveau voir plus dans les villes émergentes et à faible revenu.
- ⁴ Black RE, Morris SS, Bryce J, 2003, "Where and Why are 10 Million Children Dying Every Year?" (« Où et pourquoi 10 millions d'enfants meurent chaque année? »), The Lancet 361:2226-2234; Black RE, Allen LH, Bhutta ZA, et al. pour le groupe d'étude sur la sous-alimentation maternelle et infantile, 2008, "Maternal and Child Undernutrition: Global and Regional Exposures and Health Consequences," (« Sous-alimentation maternelle et infantile : expositions mondiales et régionales et conséquences pour la santé ») The Lancet 371: 243-260; FAO, 2002, "Reducing Poverty and Hunger, the Critical Role of Financing for Food, Agriculture, and Rural Development" (Réduire la pauvreté et la faim, le rôle crucial du financement pour l'alimentation, l'agriculture et le développement rural «), document préparé pour la Conférence internationale sur le financement du développement à Monterrey, Mexique, 18-22 mars 2002. Rome: FAO.
- ⁵ Le Cadre global d'action a été développé par l'équipe spéciale de haut-niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la sécurité alimentaire. Il définit les grandes lignes de la lutte contre la crise alimentaire. Nous nous sommes également appuyés sur les recommandations des Directives volontaires 2004 de la FAO pour la concrétisation progressive du droit à l'alimentation et de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) sur les étapes pour lutter contre le changement climatique.
- ⁶ Banque mondiale, 2009, Indicateurs de développement dans le monde, Washington DC: Banque mondiale
- ⁷ UNICEF, 2008, Situação Mundial da Infância 2008 – Caderno Brazil, Brazil: UNICEF
- ⁸ Sur la base des chiffres tirés des rapports 2001 et 2008 de la FAO sur l'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI).
- ⁹ FAO, 2003, "Policy Module Ghana," Roles of Agriculture Project International Conference 20-22 octobre, 2003 Rome, Italie, ftp://ftp.fao.org/es/ESA/Roa/pdf/1_Policy/Policy_Ghana.pdf
- ¹⁰ Banque mondiale, 2004, Rapport sur le développement du Vietnam, Washington DC: Banque mondiale
- ¹¹ Source: oecd.stat, base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, consultée le 16 mai 2008, www.oecd.org
- ¹² Parry, M.L. et al. (eds), 2007, "Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability: Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change" (« Changement climatique 2007 : Impacts, adaptation et vulnérabilité : Contribution du groupe de travail II au quatrième rapport d'évaluation du Panel intergouvernemental sur le changement climatique »), IPCC
- ¹³ Bello, W. 2008, "Destroying African Agriculture" (« Destruction de l'agriculture africaine »), Foreign Policy in Focus, 3 juin 2008 Feffer, J (ed). <http://www.fpif.org/fpiftxt/5271>
- ¹⁴ Banque mondiale, 2007, Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement, Washington: Banque mondiale.
- ¹⁵ CBS News, 2008, "Bill Clinton: 'We blew it' on global food", <http://wap.cbsnews.com/site?t=5TnVFALVs-PKBR38kLUKxA&sid=cbsnews>
- ¹⁶ La déclaration commune sur la sécurité alimentaire mondiale (« L'initiative sur la sécurité alimentaire de L'Aquila ») a été approuvée par le G8 et par l'Algérie, l'Angola, l'Australie, le Brésil, le Danemark, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Inde, l'Indonésie, la Libye (Présidence de l'Union africaine), le Mexique, les Pays-Bas, le Nigeria, la République populaire de Chine, la République de Corée, le Sénégal, l'Espagne, l'Afrique du Sud, la Turquie, la Commission de l'Union africaine, la FAO, IEA, IFAD, l'OIT, le FMI, l'OCDE, l'Equipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la Crise de la sécurité alimentaire mondiale, le PAM, la banque mondiale, l'OMC présents à la session sur la sécurité alimentaire du Sommet du G8 à L'Aquila le 10 juillet 2009 et par l'Alliance pour une révolution en Afrique (AGRA), le Groupe consultatif / biodiversité sur la recherche agricole internationale (CGIAR), la Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural, le Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR). [http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/LAquila_Joint_Statement_on_Global_Food_Security\[1\],0.pdf](http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/LAquila_Joint_Statement_on_Global_Food_Security[1],0.pdf)
- ¹⁷ ActionAid, 2009, Let them Eat Promises: How the G8 are failing the billion hungry (Laissez-les se nourrir de promesses: Comment le G8 abandonne le milliard d'affamés), Johannesburg: ActionAid, http://www.actionaid.org/assets/pdf%5CG8_2009_MediaBrief_final_2.pdf
- ¹⁸ Justiciable signifie « juridiquement exécutable »; « qui relève des tribunaux ».
- ¹⁹ GSI, 2007, Global Subsidies Initiative, Biofuels - at what cost? Government support for ethanol and biodiesel in the United States: 2007 (Les agrocarburants : à quel prix ? Le soutien gouvernemental à l'éthanol et au bio-diesel aux Etats-Unis), ré-édition.

Recherches et rédaction: Swati Narayan, Kim Trathen et Jo Walker, avec la collaboration de Meredith Alexander, Antoine Bouhey, Kate Carroll, Anjali Gupta, Anne Jellema, Magdalena Kropiwnicka, Tom Sharman, Ilana Soloman et Dominic Timms.

Traduction: Aurélie Colladon



Peuples Solidaires:

Fondée en 1983, Peuples Solidaires est une association de solidarité internationale reconnue d'intérêt général. Ses 9 000 membres et 70 groupes locaux soutiennent les hommes et les femmes qui, partout dans le monde, luttent pour leurs droits. Peuples Solidaires relaie l'information, mobilise les citoyens, fait pression sur les décideurs et renforce les organisations du Sud. Ses deux priorités sont la souveraineté alimentaire et les droits de l'homme au travail. Depuis 2009, Peuples Solidaires est associé au réseau international ActionAid, présent dans 50 pays.

Contact: Antoine Bouhey

a.bouhey@peuples-solidaires.org

Fédération Peuples Solidaires

2B, rue Jules Ferry - 93 100 Montreuil - France

Tel: (33) 1 48 58 21 85 **Fax:** (33) 1 48 58 05 28

www.peuples-solidaires.org

actionaid

ActionAid:

ActionAid est une organisation internationale qui lutte contre la pauvreté dans plus de 50 pays, et qui travaille aux côtés des personnes défavorisée pour mettre fin à la pauvreté et l'injustice.

Postnet Suite 248

Private bag X31,

Saxonwold 2132 Johannesburg

Afrique du Sud

Tel: (27) 11 731 4500 **Fax:** (27) 11 880 8082

www.actionaid.org